

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

25 OCTOBRE 2018

TOME I

Séance du 25 octobre 2018

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Numéro de page
	Convocation	2018/1917
	Ordre du jour Conseil municipal	2018/1918
	Emargement des Elus	2018/1923
	Compte-rendu du Conseil municipal	2018/1929
	Partie délibérations	
V2018-356	Vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes	2018/1942
V2018-357	Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie Mise en oeuvre de l'action résolutoire	2018/1944
V2018-358	Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon	2018/1946
V2018-359	Montpellier Grand Cœur - Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)	2018/1948
V2018-360	MISSION GRAND COEUR - Dispositif d'aide financière pour « Travaux d'intérêt architectural - TIA »	2018/1950
	Modification du règlement	
	MONTPELLIER GRAND COEUR	2018/1952
V2018-361	Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	
V2018-362	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions	2018/1955
V2018-363	Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve	2018/1957
V2018-364	Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M	2018/1966
	Compte rendu annuel à la collectivité	
	Approbation	
V2018-365	Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Croix Lavit - Mandat d'études Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/1969
V2018-366	ZAC MALBOSC - Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°8	2018/1972
	Compte rendu annuel à la collectivité	
	Exercice 2017	
V2018-367	Zone d'Aménagement Concerté de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) - Concession d'aménagement Ville/SA3M	2018/1976
	Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	
	Approbation de l'avenant n°8	

V2018-368	Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/1979
V2018-369	Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/1982
V2018-370	Zone d'Aménagement Concerté OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/1985
V2018-371	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	2018/1988
V2018-372	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/1993
V2018-373	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/1997
V2018-374	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°6	2018/2000
V2018-375	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/2004
V2018-376	Concession d'aménagement Ville - SERM - ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°11 Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie	2018/2008
V2018-377	ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	2018/2014
V2018-378	FONCIER Port Marianne - Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 13	2018/2018
V2018-379	Secteur Acconiers sud - Mandat d'études SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	2018/2021
V2018-380	Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM – Avenant n°7 Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	2018/2023

V2018-381	Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°2	2018/2026
V2018-382	Quartier Croix d'Argent - Secteur des Hauts de la Croix d'Argent - Mandat Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°2	2018/2029
V2018-383	Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 1	2018/2032
V2018-384	ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	2018/2035
V2018-385	Concession GRAND CŒUR (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017) - Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement	2018/2038
V2018-386	Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M) Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement	2018/2041
V2018-387	PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°11 à la concession Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	2018/2045
V2018-388	Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit	2018/2050
V2018-389	Réalisation d'un restaurant scolaire dans le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard - Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions	2018/2053
V2018-390	Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018	2018/2055
V2018-391	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018	2018/2058
V2018-392	Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER	2018/2060
V2018-393	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	2018/2063
V2018-394	Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations	2018/2065
V2018-395	Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon	2018/2071

V2018-396	Exposition d'ici ou d'ailleurs Les peintures numériques de Philippe MARTIN	2018/2071
V2018-397	Création d'un marché de plein air Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux Horticulteurs - Fleuristes - Pépiniéristes	2018/2074
V2018-398	Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma Conventions avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019	2018/2076
V2018-399	Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives	2018/2078
V2018-400	Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association - Exercice 2018	2018/2080
V2018-401	Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"	2018/2083
V2018-402	Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier - Mandat Ville/SA3M - Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat	2018/2085
V2018-403	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018	2018/2088
V2018-404	International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018	2018/2090
V2018-405	Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone	2018/2092
V2018-406	Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social - Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier	2018/2095
V2018-407	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations	2018/2099
V2018-408	Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n° 1	2018/2102
V2018-409	Contrat de mandat public - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) - Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants Avenant n° 2 au mandat	2018/2105
V2018-410	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature	2018/2108

V2018-411	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature	2018/2110
V2018-412	Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais	2018/2112
V2018-413	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature	2018/114
V2018-414	Modification du tableau des effectifs de la Ville	2018/2116
V2018-414	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 27 septembre 2018	2018/2118
	Partie décisions	
	Synthèse des décisions	2018/2120
VD2018-238	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de matériel de sport. (7D0026)	2018/2126
VD2018-240	Rétrocession de concession cinquantenaire - Acte 41494 - Cimetière Saint Lazare	2018/2128
VD2018-287	Marché n° 8B0061 - Achat d'espaces dans le Midi-Libre à l'occasion du feu d'artifice du 14 juillet	2018/2130
VD2018-291	Réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage - Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole	2018/2132
VD2018-328	Remise en état des concessions en lieu et place des familles - 2018 - MAPA N°8A1777	2018/2134
VD2018-336	Marché n° 4D0047 - Missions de Diagnostics - Avenant n°1	2018/2136
VD2018-345	Achat de 5 transporteurs 4x4 thermique diesel pour le zoo de Lunaret	2018/2138
VD2018-349	Marché n° 7B0072 - Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche - Mission de contrôle technique Avenant n°1	2018/2140
VD2018-351	Marché 6D0007 - Achat de Mobilier Scolaire - Avenant n°1 des lots 1 et 2	2018/2142
VD2018-358	CONTENTIEUX - Ville c/ Mr ABDELKADER AMEUR Appel contre le jugement du jugement du 05 juillet 2018 Décision de défendre	2018/2144
VD2018-359	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK (SCCV NOUVEAU ST ROCH) Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0124	2018/2146
VD2018-360	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE DES CARMELITES Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0108 M01	2018/2148

VD2018-361	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ BONNIER Thomas et Stéphanie Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP 34172 17 00919	2018/2150
VD2018-362	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI LES MARQUIS Recours contre le titre n°00300-2018-264-1484 du 12/04/18	2018/2152
VD2018-363	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SAS OCEANIS PROMOTION Recours pour excès de pouvoir contre la délibération du 01 février 2018 approuvant la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11	2018/2154
VD2018-364	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ VERNHET Hélène - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18V0011	2018/2156
VD2018-365	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI SCALEO - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 15V0267 M01	2018/2158
VD2018-366	Marché n°7B0085 Prestations de façonnage de document divers - Avenant pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société FM Graphic par la SARL FM Graphic)	2018/2160
VD2018-367	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ANDINAÏK Marie - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18V0002	2018/2162
VD2018-368	Convention d'occupation de salles - Palais Universitaire Sportif Veyrassi Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier - Saison sportive 2018 - 2019	2018/2164
VD2018-369	Cession et Réforme de matériels	2018/2166
VD2018-373	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SARL FOCH Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 18 00651	2018/2168
VD2018-374	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix les 25 septembre, 2 et 9 octobre 2018	2018/2170
VD2018-375	Marché n°4B0196 Prestations de maintenance d'une machine OFFSET RYOBI 524 GX AVENANT pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société ARTECH GRAPHIQUE par la société ARGOS AG)	2018/2171
VD2018-377	Marché n°8B0055 "Achat de Mobilier et d'Equipeement de Terrasse des Halles Laissac" - Attribution	2018/2173
VD2018-379	Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour des prestations et des logiciels informatiques - Marché n° 8D0053	2018/2175
VD2018-380	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété DUMAS 2743 route de Mende - Exercice du droit de préemption	2018/2177
VD2018-381	Contentieux - Madame Jennifer ROCHER Contestation relative à son contrat de travail Décision de défendre	2018/2180

VD2018-382	Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises Sainte Eulalie et Saint Matthieu - Attribution des marchés - Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture	2018/2182
VD2018-397	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018	2018/2185
VD2018-400	Décision d'ester en justice "Requête n°1804764-8 TA - Société LAQUET - Référé expertise"	2018/2186
VD2018-405	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 20 octobre de 14h à 19h et le 21 octobre de 10h à 18h30	2018/2187
VD2018-406	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association FIAMMI MUSICALI les 7 octobre 2018, 11 novembre, 15 et 16 décembre 2018, et 6 janvier, 10 février, 6 et 7 avril, 12 mai, 15 et 16 juin 2019	2018/2188
VD2018-410	Décision d'ester en justice "Requête n18033926-1 TA - Association des riverains de la rue des Carmelites"	2018/2189



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le jeudi 25 octobre 2018 à 18 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W82).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 25 octobre 2018
- Synthèses des affaires du 25 octobre 2018
- Procès-Verbal de la séance du 27 Septembre 2018
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018
18h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

1. Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie
Mise en oeuvre de l'action résolutoire
2. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon
3. Montpellier Grand Cœur - Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)
4. MISSION GRAND CŒUR - Dispositif d'aide financière pour « Travaux d'intérêt architectural - TIA » - Modification du règlement
5. MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions
6. Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions
7. Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve
8. Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité – Approbation
9. Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Croix Lavit - Mandat d'études Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
10. ZAC MALBOSC - Concession d'aménagement Ville/SERM - Avenant n°8 - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2017
11. Zone d'Aménagement Concerté de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°8

12. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
13. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
14. Zone d'Aménagement Concerté OVALIE - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
15. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement
Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Rapport spécial sur les
conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
16. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville
/ SERM -Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
17. Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter - Concession d'aménagement Ville-
SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
18. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-
SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°6
19. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession
d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
20. Concession d'aménagement Ville – SERM - ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Compte
rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°11 - Avenant n° 2 à la convention
d'avance de trésorerie
21. ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu
annuel à la collectivité (exercice 2017) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des
prérogatives de puissance publique (année 2017)
22. FONCIER - Port Marianne - Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM - Compte rendu annuel
à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 13
23. Secteur Acconiers sud - Mandat d'études SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité
(exercice 2017)
24. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°7 - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Rapport spécial sur les
conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
25. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) – Avenant n°2
26. Quartier Croix d'Argent - Secteur des Hauts de la Croix d'Argent - Mandat Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°2
27. Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 1

28. ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)
29. Concession GRAND CŒUR (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017) - Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement
30. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) - Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement
31. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°11 à la concession - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

32. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

33. Réalisation d'un restaurant scolaire dans Le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard - Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions.
34. Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018

JEUNESSE ET SPORTS

35. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018

SECURITE PUBLIQUE

36. Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER

AFFAIRES SOCIALES

37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018
38. Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations
39. Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

ECOLOGIE URBAINE

40. Exposition d'ici ou d'ailleurs - Les peintures numériques de Philippe MARTIN

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

41. Création d'un marché de plein air - Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux - Horticulteurs - Fleuristes – Pépiniéristes

CULTURE

- 42. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier
Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019
- 43. Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives
- 44. Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association - Exercice 2018
- 45. Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"
- 46. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M - Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

- 47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

RELATIONS INTERNATIONALES

- 48. International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018




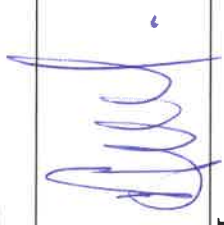





FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

- 49. Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone.
- 50. Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social
- Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier
- 51. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations
- 52. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 1
- 53. Contrat de mandat public - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants - Avenant n° 2 au mandat


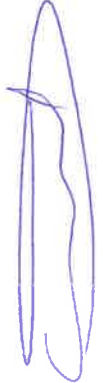




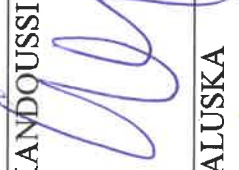





RESSOURCES HUMAINES

- 54. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature

55. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature
56. Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais
57. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature
58. Modification du tableau des effectifs de la Ville

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Fabien ABERT 		Lorraine ACQUIER 	
Luc ALBERNHE 		Rémi ASSIE 	
Sophia AYACHE 		Guy BARRAL 	
Valérie BARTHAS-ORSAL 		Robert BEAUFILS	
Maud BODKIN 		Françoise BONNET	Jean-Pierre MOURE 

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Sabria BOUALLAGA 		Daniel BOULET 	
Djamel BOUMAAZ		Anne BRISSAUD	
Nancy CANAUD		Gérard CASTRE 	
Mylène CHARDES 		Robert COTTE 	
Christophe COUR 		Jean-Luc COUSQUER 	
Perla DANAN 		Titina DASYLVA	Pascal KRZYZANSKI 

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 		<p>Véronique DEMON</p> 	
<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 		<p>Jacques DOMERGUE</p> 	
<p>Michèle DRAY-FITOUSSI</p> 		<p>Christian DUMONT</p> 	
<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 		<p>Julie FRÉCHE</p> 	
<p>Vincent HALUSKA</p> 		<p>Clare HART</p> 	
<p>Stéphanie JANNIN</p> 		<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Pascal KRZYZANSKI 		Gérard LANNELONGUE	
Alex LARUE 		Max LEVITA 	
Chantal LEVY-RAMEAU 	Abdi EL KANDOUSSI 	Nicole LIZA 	
Audrey LLEDO 		Henri MAILLET 	
Mustapha MAJDOUL 		Jérémie MALEK	Maud BODKIN 
Chantal MARION 		Isabelle MARSALA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Hervé MARTIN	Michaël DELAFOSSE 	Dominique MARTIN-PRIVAT 	
Patricia MIRALLES 		Jean-Pierre MOURE 	
Caroline NAVARRE 	Michèle DRAY-FITOUSSI	Véronique PEREZ 	Véronique DEMON 
Patrick RIVAS 		Brigitte ROUSSEL-GALIANA 	
Cédric de SAINT-JOUAN	Chr. stopher COUR 	Samira SALOMON 	
Marie-Hélène SANTARELLI 		Philippe SAUREL 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Séverine SCUDIER	Jean-Marc DI RUGGIERO	Sauveur TORTORICI	
Bernard TRAVIER		Henri de VERBIZIER	
Patrick VIGNAL		Annie YAGUE	
Rabii YOUSSEF			



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des délibérations 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V2018-356	Vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes	25 Octobre Tome I	2018/1942
V2018-415	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 27 septembre 2018	25 Octobre Tome I	2018/2118
	URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE		
V2018-357	Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie Mise en oeuvre de l'action résolutoire	25 Octobre Tome I	2018/1944
V2018-358	Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon	25 Octobre Tome I	2018/1946
V2018-359	Montpellier Grand Cœur - Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)	25 Octobre Tome I	2018/1948
V2018-360	MISSION GRAND CŒUR - Dispositif d'aide financière pour « Travaux d'intérêt architectural - TIA » - Modification du règlement	25 Octobre Tome I	2018/1950
V2018-361	MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	25 Octobre Tome I	2018/1952
V2018-362	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions	25 Octobre Tome I	2018/1955
V2018-363	Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve	25 Octobre Tome I	2018/1957
V2018-364	Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité – Approbation	25 Octobre Tome I	2018/1966
V2018-365	Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Croix Lavit - Mandat d'études Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1969
V2018-366	ZAC MALBOSC - Concession d'aménagement Ville/SERM - Avenant n°8 - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2017	25 Octobre Tome I	2018/1972

V2018-367	Zone d'Aménagement Concerté de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Approbation de l'avenant n°8	25 Octobre Tome I	2018/1976
V2018-368	Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1979
V2018-369	Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1982
V2018-370	Zone d'Aménagement Concerté OVALIE - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1985
V2018-371	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1988
V2018-372	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM -Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1993
V2018-373	Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/1997
V2018-374	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°6	25 Octobre Tome I	2018/2000
V2018-375	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/2004
V2018-376	Concession d'aménagement Ville – SERM - ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°11 - Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie	25 Octobre Tome I	2018/2008
V2018-377	ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	25 Octobre Tome I	2018/2014
V2018-378	FONCIER - Port Marianne - Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 13	25 Octobre Tome I	2018/2018

V2018-379	Secteur Acconiers sud - Mandat d'études SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)	25 Octobre Tome I	2018/2021
V2018-380	Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°7 - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	25 Octobre Tome I	2018/2023
V2018-381	Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque - Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) – Avenant n°2	25 Octobre Tome I	2018/2026
V2018-382	Quartier Croix d'Argent - Secteur des Hauts de la Croix d'Argent - Mandat Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°2	25 Octobre Tome I	2018/2029
V2018-383	Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 1	25 Octobre Tome I	2018/2032
V2018-384	ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	25 Octobre Tome I	2018/2035
V2018-385	Concession GRAND CŒUR (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017) - Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement	25 Octobre Tome I	2018/2038
V2018-386	Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) - Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement	25 Octobre Tome I	2018/2041
V2018-387	PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n°11 à la concession - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)	25 Octobre Tome I	2018/2045
	RÉUSSITE ÉDUCATIVE		
V2018-389	Réalisation d'un restaurant scolaire dans Le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard - Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions	25 Octobre Tome I	2018/2053
V2018-390	Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018	25 Octobre Tome I	2018/2055

	JEUNESSE ET SPORTS		
V2018-391	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018	25 Octobre Tome I	2018/2058
	RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES		
V2018-392	Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER	25 Octobre Tome I	2018/2060
	AFFAIRES SOCIALES		
V2018-393	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	25 Octobre Tome I	2018/2063
V2018-394	Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations	25 Octobre Tome I	2018/2065
V2018-395	Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon	25 Octobre Tome I	2018/2071
	ECOLOGIE URBAINE		
V2018-396	Exposition d'ici ou d'ailleurs - Les peintures numériques de Philippe MARTIN	25 Octobre Tome I	2018/2071
	AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT		
V2018-397	Création d'un marché de plein air - Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux - Horticulteurs - Fleuristes – Pépiniéristes	25 Octobre Tome I	2018/2074
	CULTURE		
V2018-398	Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019	25 Octobre Tome I	2018/2076
V2018-399	Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives	25 Octobre Tome I	2018/2078
V2018-400	Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association - Exercice 2018	25 Octobre Tome I	2018/2080
V2018-401	Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"	25 Octobre Tome I	2018/2083

V2018-402	Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M - Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat	25 Octobre Tome I	2018/2085
	PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES		
V2018-403	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018	25 Octobre Tome I	2018/2088
	RELATIONS INTERNATIONALES		
V2018-404	International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018	25 Octobre Tome I	2018/2090
	FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE		
V2018-405	Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone	25 Octobre Tome I	2018/2092
V2018-406	Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social - Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier	25 Octobre Tome I	2018/2095
V2018-407	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations	25 Octobre Tome I	2018/2099
V2018-408	Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Avenant n° 1	25 Octobre Tome I	2018/2102
V2018-409	Contrat de mandat public - Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants - Avenant n° 2 au mandat	25 Octobre Tome I	2018/2105
	RESSOURCES HUMAINES		
V2018-410	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature	25 Octobre Tome I	2018/2108

V2018-411	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature	25 Octobre Tome I	2018/2110
V2018-412	Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais	25 Octobre Tome I	2018/2112
V2018-413	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature	25 Octobre Tome I	2018/114
V2018-414	Modification du tableau des effectifs de la Ville	25 Octobre Tome I	2018/2116

**Secrétariat Général**

Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal**Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018****18h00 - Salle du Conseil**

Convoqué le vendredi 19 octobre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 25 octobre 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PÉREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO

Absents:

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (27 septembre 2018)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

1. Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie
Mise en oeuvre de l'action résolutoire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

2. Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

3. Montpellier Grand Cœur
Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

4. MISSION GRAND COEUR
Dispositif d'aide financière pour « Travaux d'intérêt architectural - TIA »
Modification du règlement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

5. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

6. Quartier Celleneuve
Ravalement obligatoire des façades
Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

7. Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

8. Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

9. Quartier Hôpitaux Facultés
Secteur Croix Lavit
Mandat d'études Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

10. ZAC MALBOSC
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°8
Compte rendu annuel à la collectivité
Exercice 2017

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

11. Zone d'Aménagement Concerté de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°8

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

12. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

13. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

14. Zone d'Aménagement Concerté OVALIE
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

15. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

16. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur
Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

17. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance

18. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°6

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

19. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

20. Concession d'aménagement Ville - SERM
ZAC Port Marianne - Parc Marianne
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°11
Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

21. ZAC Port Marianne-République
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

22. FONCIER
Port Marianne
Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 13

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

23. Secteur Acconiers sud
Mandat d'études SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

24. Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°7
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

25. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°2

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

26. Quartier Croix d'Argent
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n°2

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Gérard CASTRE, Philippe SAUREL.)

27. Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

28. ZAC du Coteau
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Stéphanie JANNIN, Chantal MARION, Philippe SAUREL.)

29. Concession GRAND CŒUR (SERM)

Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

30. Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M)

Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)

Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal LEVY-RAMEAU de par la procuration donnée à Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.)

31. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Avenant n°11 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

32. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

33. Réalisation d'un restaurant scolaire dans

Le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard -

Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Patricia MIRALLES sort de séance.

34. Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Mesdames Valérie BARTHAS-ORSAL et Patricia MIRALLES rentrent en séance.

36. Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA)
Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Clare HART.)

38. Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry
Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Guy BARRAL.)

Madame Audrey LLEDO sort de séance.

39. Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Exposition d'ici ou d'ailleurs

Les peintures numériques de Philippe MARTIN

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Audrey LLEDO rentre en séance.

Madame Caroline NAVARRE sort de séance et donne procuration à Madame Michèle DRAY-FITOUSSI.

41. Création d'un marché de plein air
Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux
Horticulteurs - Fleuristes - Pépiniéristes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma
Conventions avec le CROUS de Montpellier
Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Maud BODKIN avec la procuration de Jérémie MALEK, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Chantal LEVY-RAMEAU.)

Monsieur Alex LARUE sort de séance.

43. Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

44. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association
Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

45. Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Alex LARUE rentre en séance.

46. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier
Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0
Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

48. International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

49. Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

50. Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social
- Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0
Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI.)

51. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

Ont été élus au sein des organismes suivants :

- L'Université Montpellier III – Conseil d'administration : Daniel BOULET

Les représentants au sein de l'Université Montpellier III sont désormais : Guy BARRAL (titulaire) et Daniel BOULET (suppléant).

- L'UFR Droit : Daniel BOULET

Les représentants au sein de l'UFR Droit sont désormais : Nicole LIZA (titulaire) et Daniel BOULET (suppléant).

- L'école maternelle Aliénor d'Aquitaine (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême) : Sophia AYACHE (unique représentante)

- L'école élémentaire Pierre de Ronsard (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême) : Sophia AYACHE (unique représentante)

- L'école primaire Germaine Richier : Sophia AYACHE (unique représentante)

- Le collège Escholiers de la Mosson : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du collège les Escholiers de la Mosson sont désormais : Rabii YOUSSEF (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

- Le collège Les Garrigues : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du collège les Garrigues sont désormais : Jean-Luc COUSQUER (titulaire) et Samira SALOMON (suppléante).

- Le collège François Rabelais : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du collège François Rabelais sont désormais : Jean-Luc COUSQUER (titulaire) et Patrick RIVAS (suppléant).

- Le lycée Jules Guesde : Nicole LIZA

Les représentants au sein du lycée Jules Guesde sont désormais : Nicole LIZA (titulaire) et Abdi EL KANDOUSSI (suppléant).

- Le CFA Pierre de Villeneuve : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du CFA Pierre de Villeneuve sont désormais : Chantal LEVY-RAMEAU (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

- Le lycée Jean Monnet : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du lycée Jean Monnet sont désormais : Chantal LEVY-RAMEAU (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

- L'école privée Sainte-Emilie : Sophia AYACHE (unique représentante).

- Le lycée privé Saint-Joseph : Nicole LIZA (unique représentante).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

52. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy

Mandat Ville de Montpellier/SA3M

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Avenant n° 1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix
 Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)
 Abstention : 0
 Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

53. Contrat de mandat public
 Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017)
 Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement
 des espaces publics attenants
 Avenant n° 2 au mandat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.
 Pour : 57 voix
 Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)
 Abstention : 0
 Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

54. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
 Pour : 58 voix
 Contre : 0
 Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

55. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
 Pour : 59 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

Madame Audrey LLEDO quitte définitivement la séance.

56. Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
 Pour : 45 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0
 Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN avec la procuration de Jérémie MALEK, Robert COTTE, Jean-Marc DI RUGGIERO avec la procuration de Séverine SCUDIER, Pascal KRZYZANSKI avec la procuration de Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE de par la procuration donnée à Michèle DRAY-FITOUSSI, Philippe SAUREL, Henri de VERBIZIER.)

57. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
 Pour : 53 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0
 Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Gérard CASTRE, Abdi EL KANDOSSI avec la procuration de

Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Annie YAGUE.)

58. Modification du tableau des effectifs de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.


Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20 heures 20.

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Vœu de soutien à la langue et à la culture occitanes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le renforcement de la vocation régionale du réseau France 3 et France Bleu, ainsi que la représentation de la diversité de la société française entrent dans les objectifs de l'actuel projet de réforme du service public audiovisuel porté par le Ministère de la Culture.

Dans ce cadre, le « Collectiu Occitan », qui regroupe 12 associations, sollicite les maires d'Occitanie pour le vote d'un vœu en Conseil municipal relatif à la présence quotidienne de programmes occitans sur les chaînes publiques régionales.

La Ville de Montpellier est engagée en faveur de la préservation de la culture et de la langue occitanes, considérée par l'UNESCO comme « sérieusement en danger » en disparition.

Cette volonté se traduit par le soutien à l'enseignement, tant public qu'associatif, de la langue occitane, ainsi qu'à la création et à la diffusion de la culture occitane dans les domaines de la musique, de la littérature, du théâtre, de la recherche historique.

Malgré un ancrage et une vivacité reconnue, la langue occitane est aujourd'hui considérée comme « sérieusement en danger » de disparition par l'UNESCO, notamment affectée par la détérioration de la transmission linguistique familiale, accentuée sur le territoire métropolitain par le dynamisme démographique important.

Délibération n°V2018-356

La nomination récente du nouveau Ministre de la Culture doit permettre de rappeler la nécessité d'une mobilisation des moyens audiovisuels afin que les nouvelles générations et les nouveaux arrivants puissent profiter d'un contact régulier à la culture et à la langue occitanes pour une appropriation personnelle et collective.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce vœu de soutien relatif à une présence régulière et accrue de la langue et la culture occitanes sur la chaîne de télévision publique régionale France 3 et les réseaux locaux de la radio France Bleu.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Tronçon du Lez - Transfert de propriété de la Région Occitanie Mise en oeuvre de l'action résolutoire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a vendu à la Région Occitanie un tronçon du lit du Lez dans le cadre du projet de création du domaine public fluvial régional, vente intervenue le 18 février 2013.

Ce tronçon concerne le Lez entre le Pont Jean Zuccarelli et l'autoroute A 9.

L'acte de vente convenu prévoit une condition particulière tenant à la mise en navigabilité du Lez dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature de l'acte, soit au plus tard le 18 février 2018.

En conformité avec les dispositions de l'acte, un procès-verbal d'huissier a été établi en juin 2018 attestant de l'absence de travaux sur le tronçon du Lez concerné.

En accord avec la Région Occitanie et en respect des dispositions prévues lors de la vente, il est proposé de récupérer en propriété municipale le tronçon du lit du Lez, soit les deux parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 pour une superficie totale de 34 543 m².

Depuis, Montpellier Méditerranée Métropole a pris la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, compétence dite GEMAPI.

Tenant l'absence de projet de mise en navigabilité du Lez par la Région, tenant cette nouvelle compétence métropolitaine, il est envisagé pour la Ville, d'une part de récupérer la pleine propriété dudit tronçon dans le cadre d'une transaction conclue selon les mêmes conditions que la cession initiale, à savoir à titre gratuit, et,

Délibération n°V2018-357

d'autre part, de procéder à la signature d'un acte de transfert au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de la Région Occitanie les deux parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 correspondant au tronçon du lit du Lez à Montpellier, soit la portion située entre le pont Jean Zuccarelli et l'autoroute A 9 ;
- de dire que cette rétrocession sera consentie à titre gratuit, en exécution de l'acte de vente initial du 18 février 2013 ;
- de saisir l'étude notariale de Baillargues, rédacteur de l'acte initial, en vue de rédiger l'acte de rétrocession de la propriété au frais de la Ville ;
- d'accepter par la suite, le transfert desdites parcelles cadastrées SB 41 et SC 51 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la compétence GEMAPI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document ou acte relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelle OP 68p - rue Jacques Fabre de Morlhon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communs membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise que doit être opéré un transfert en pleine propriété des biens des communs membres affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole ou antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il est proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, une emprise de 934 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée section OP numéro 68, d'une superficie cadastrale de 3 026 m² en zone 2U1-1cw du Plan Local d'Urbanisme.

L'emprise de 934 m² à prendre sur la parcelle OP 68 sera affectée à la déchetterie « Près d'Arènes ».

Conformément à la loi, la cession de ce bien doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Délibération n°V2018-358

Afin de permettre l'exercice de ses compétences avant la réitération de l'acte notarié de transfert de propriété du bien précisé ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour réaliser dès à présent une prise de possession anticipée lui permettant d'en disposer librement notamment pour la réalisation des travaux de modernisation de la déchetterie (dépôt et octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, réalisation de travaux sur l'emprise affectée à la déchetterie).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la prise de possession anticipée d'une emprise de 934 m² environ, issue de la parcelle OP 68, rue Jacques Fabre de Morlhon, commune de Montpellier, objet de transfert de propriété afin de permettre le plein exercice de ses compétences par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanisme nécessaires sur la parcelle concernée par le transfert ;
- de procéder à la rédaction de l'acte de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, par acte notarié ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Montpellier Grand Cœur Attribution de subvention pour travaux d'intérêt architectural (TIA)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif de subventionnement visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges, rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

La Commission d'attribution des subventions s'est réunie le 21 mars 2017 en présence du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Maire de Montpellier, du représentant du Directeur régional des affaires culturelles, du représentant du Conservateur régional de l'archéologie, de la représentante du Directeur de la mission Grand Cœur et de la Responsable du service patrimoine historique et ravalement de la Mission Grand Cœur.

La Commission a donné un avis favorable au subventionnement d'un chantier situé dans le site patrimonial remarquable « secteur sauvegardé ».

3 rue de la Vieille – Hôtel de Gayon

Une subvention a été sollicitée par l'Association du Foyer de la jeune fille, dans le cadre de travaux de restauration des fresques historiques du XII^{ème} siècle découverte en 1999 (coût de 57 000 €).

Les travaux ont été réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles.

Délibération n°V2018-359

L'étude et les travaux ont été réalisés sous la maîtrise d'œuvre d'Agnès Joly-Rolland, architecte du patrimoine et financés par l'Etat à hauteur de 20 000 €.

Il est proposé de verser une subvention de 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant de 10 000 € pour le projet susvisé ;
- de dire que la dépense liée à cette opération sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MISSION GRAND COEUR Dispositif d'aide financière pour ' Travaux d'intérêt architectural - TIA ' Modification du règlement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif d'aide financière visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

L'actuel règlement encadrant ce dispositif prévoit que les aides financières sont allouées sous la condition d'une participation financière conjointe de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

L'application de ces conditions a restreint le nombre d'opérations éligibles au dispositif. Depuis sa mise en place en 2010, seuls 7 chantiers ont bénéficié d'aides financières.

Ils portent presque exclusivement sur des monuments historiques alors que l'objectif initial était plus large.

Pour rendre le dispositif plus efficient, il est proposé de modifier le règlement afin de ne pas lier l'aide financière municipale à celle de la DRAC.

Le fond de règlement reste inchangé.

Délibération n°V2018-360

Les travaux éligibles doivent nécessairement porter sur des éléments à valeur patrimoniale et l'éligibilité est prononcée par une commission regroupant des représentants de la Ville et de la DRAC.

Les demandes de subventionnement retenues par la commission sont ensuite présentées au Conseil municipal pour validation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement modifié ci-annexé ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Délibération n°V2018-361

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « Cabinet d'infirmiers », cabinet médical Gérants : SCI 3GH (groupement de 4 infirmiers) 46 cours Gambetta <i>Subvention travaux = 6 000 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €</i>	
Montant à verser :	7 000,00 €
Enseigne « CYCLES & RE-CYCLE », magasin-atelier Gérant : M. Christophe RENNER 6 avenue Bouisson Bertrand Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés <i>Subvention travaux = 6 000 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 417 €</i>	
Montant à verser :	3 208,50 €
Enseigne « CASANOVA Immobilier », agence immobilière Gérant : M. Gérald CASANOVA 2 rue de la Barralerie Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés <i>Subvention travaux = 5 912 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €</i> <i>Subvention + prime travaux d'intérêt architectural (TIA) = 1 433 €</i>	
Montant à verser :	4 172,00 €
Enseigne « CYBERLAND Multimédia », cyber café - imprimerie Gérant : M. Sabir LAKEHAL 19 rue du Faubourg du Courreau Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés <i>Subvention travaux = 5 568 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 400 €</i>	
Montant à verser :	2 984,00 €
Enseigne « ECUSSON Kinésithérapie », cabinet de kiné Gérant : M. ZAPPULLA John-Michael 38 rue Alexandre Cabanel <i>Subvention travaux = 5 956 €</i> <i>Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €</i> <i>Subvention + prime travaux d'intérêt architectural (TIA) = 680 €</i> <i>Subvention + prime travaux de mise en accessibilité P.M.R. = 760 €</i> <i>Acompte déjà versé = 3 356,88 €</i>	
Solde à verser :	4 789,00 €

Délibération n°V2018-361

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 22 153,50 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 905;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Quartier Celleneuve Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire, régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, n° 2016/210, des subventions sont accordées en application du règlement obligatoire des façades.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

M. MALET et Mlle THERESE, SCI GOODIMMOB, 18 rue du Bassin (Celleneuve)	4 514,00 €
Total :	4 514,00 €

Délibération n°V2018-362**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 4 514 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Modification du règlement du ravalement obligatoire des façades dans le quartier de Celleneuve

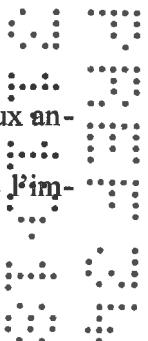
Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé par délibération du 22 juin 2016, la création d'un périmètre de ravalement obligatoire sur le centre ancien du quartier Celleneuve présentant un caractère patrimonial et des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église classée monument historique (80 % des façades des immeubles méritent d'être ravalées).

Au démarrage de cette campagne, le règlement et le subventionnement associé à ce périmètre ont été identiques à celui utilisé pour le ravalement dans le quartier centre de Montpellier (DCM du 29/09/2015), il prévoyait ainsi notamment :

Une durée de subventionnement de 6 ans ;

- Un taux de subventionnement dégressif de 30% les trois premières années, puis de 20% les deux années suivantes et de 10% la dernière année ;
- L'exigence d'un programme de travaux global (correspondant au ravalement de l'ensemble de l'immeuble) ;
- Un plafonnement des travaux subventionnables fixé à 40 € le m² de façade.



Délibération n°V2018-363

Depuis le début de cette campagne en 2016, il est constaté que l'opération de ravalement a du mal à démarrer. En effet, à ce jour seuls 3 dossiers ont fait l'objet d'une demande de subvention, et l'obligation de réaliser une opération globale est un frein à l'engagement des travaux par les propriétaires.

Par ailleurs, la Ville ayant programmé des travaux d'aménagement de l'espace public dès 2019, il apparaît opportun, en accompagnement de ces travaux d'aménagement, de modifier le règlement de la campagne de ravalement sur le quartier de Celleneuve en proposant de l'adapter au contexte (typologie des immeubles différente de celle des immeubles du quartier du centre de Montpellier) et de rendre les aides plus incitatives pour les propriétaires.

Il est donc proposé de :

- garder le taux de 30 % de subvention sur l'ensemble de la période sans dégressivité (juillet 2016 à juin 2022) ;
- permettre le subventionnement de programmes partiels de travaux, dès lors qu'ils constituent un ensemble homogène.
- supprimer le plafonnement de travaux subventionnables de 40 € le m² de façade, tout en maintenant le montant maximal de la subvention à 25 000 € par immeuble.

De plus, des modifications mineures sont apportées, sur la mise à jour des services concernés notamment de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, et également pour faciliter la constitution du dossier et son instruction.

Pour les travaux partiels, le paiement de la subvention se fait en deux temps :

- une avance de 20 % du TTC des travaux partiels,
- le déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du règlement de ravalement obligatoire du quartier de Celleneuve ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

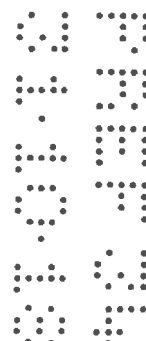
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 octobre 2018

Délibération n°V2018-363

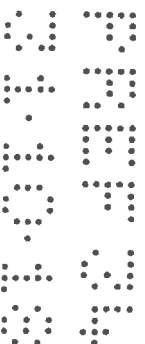
Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement ravalement Celleneuve

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



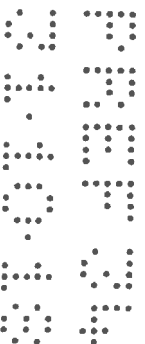
VILLE DE MONTPELLIER

RAVALEMENT OBLIGATOIRE

DES FACADES

DE CELLENEUVE

REGLEMENT



Article 1 : Généralités

Conformément au code de la construction et de l'habitation (chapitre II – Articles L 132-1 à 5, L 152-1 et R 132-1) et à l'arrêté préfectoral portant inscription de la Ville de Montpellier sur la liste des communes autorisées à prescrire le ravalement des façades dans le département de l'Hérault, les propriétaires et copropriétaires doivent procéder au ravalement des façades des immeubles compris dans le périmètre soumis à ravalement obligatoire par délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : Procédure administrative

Le délai initial pour remplir cette obligation est indiqué dans la délibération du Conseil municipal l'instaurant sur le secteur de Celleneuve. Il peut être assorti d'une subvention, la délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 en précise la période et la durée (soit six années du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2022).

A défaut d'exécution des travaux de ravalement dans ce délai, des poursuites seront engagées envers le ou les propriétaires des immeubles concernés pour obtenir l'exécution des travaux prescrits :

- a) Injonction (délai supplémentaire de 6 mois à 1 an),
- b) Sommation avec arrêté de prescriptions (délai supplémentaire de 3 mois à 1 an),
- c) Travaux à frais avancés (référé auprès du président du Tribunal de grande instance et exécution des travaux par la Ville aux frais des propriétaires, recouverts par voie d'impôt direct).

Article 3 : Report d'échéances

Un délai supplémentaire pour exécuter les travaux peut être autorisé, s'il est justifié par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain.

Si l'autorisation d'occupation du domaine public (échafaudage, emprise de chantier) délivrée impose un décalage dans le temps, les échéances de ravalement suscitées seront reportées d'autant (hors délai d'instruction de la demande d'occupation du domaine public d'un mois maximum).

Ces échéances sont de trois types :

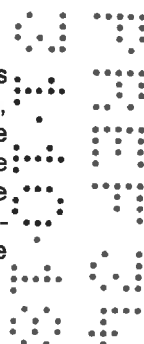
- les échéances de début et de fin de travaux données dans la délibération du Conseil municipal d'instauration du ravalement obligatoire sur Celleneuve,
- l'échéance de 10 ans pour le déblocage des subventions liées à des paiements partiels en cas de phasage des travaux,
- les échéances pour les injonctions et les sommations.

Article 4 : Prescriptions de travaux

Les travaux de ravalement des façades des immeubles devront respecter le cahier de prescriptions, annexé au présent règlement, assorti du diagnostic de l'immeuble, le cas échéant.

Toutefois, lors de l'instruction des dossiers, il s'avère difficile, dans certains cas, d'arrêter les préconisations sans diagnostics complémentaires nécessitant des interventions sur la façade (nettoyage, décroûtage d'enduits...). L'autorisation de travaux pourra préciser le moment, en cours de chantier, où des modalités de prescriptions ou des alternatives techniques seront envisagées.

L'obligation de ravalement, selon la typologie des immeubles, concerne les façades, éléments de façades (balcons, consoles, corniches, bandeaux, entablements, décors divers...), retours sur rues adjacentes, pignons, visibles depuis le domaine public. Le ravalement des façades est délimité depuis le sol (voie publique ou privée), terrain privé, ainsi que depuis la base d'une cour anglaise si celle-ci est visible depuis le rez-de-chaussée, jusqu'à la gouttière et l'avant toit, l'entablement ou l'acrotère formant la partie haute de cette délimitation. Cela comprend aussi, par exception à cette règle, les éléments architecturaux situés au-dessus de cette limite mais participant à l'ordonnancement de la façade. Les éléments en limite du domaine public (mur de clôture, poteaux et portails,...) sont concernés aussi par le ravalement.



La garantie décennale de tous les travaux est obligatoire. En effet, le code de la construction et de l'habitation impose que les bâtiments soient maintenus dans un bon état de propreté tous les dix ans. L'utilisation de matériaux et techniques ayant une durée de vie inférieure n'est pas compatible avec la périodicité de dix ans inscrite dans le code de la construction et de l'habitation en matière de ravalement obligatoire.

Les interventions de ravalement doivent porter sur tous les éléments qui composent la façade :

- 1) La remise en état et la mise en valeur des façades :
 - a) des façades en pierre de taille et toutes modénatures associées (bandeaux, corniches, entablements, pilastres, chapiteaux, consoles, balcons, encadrements, frises, modillons,...),
 - b) des façades enduites ou peintes.
 - c) de tous les dispositifs de fermetures (portes, menuiseries, châssis, volets, persiennes, rideaux métalliques, grilles, etc.). Les dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée sont destinés à être traités par la Ville avec un produit anti-tags.
 - d) des ouvrages divers de protections et de défense (barre d'appui, garde-corps, barreaudages, auvents, marquises, etc.).
 - e) des devantures (magasins, locaux commerciaux ou administratifs).
 - f) des accessoires extérieurs.
- 2) Le nettoyage :
 - a) des plaques indiquant le numéro de l'immeuble et s'il y a lieu le nom de la voie, afin de n'y laisser aucune trace de peinture, ni de souillure.
 - b) des plaques commémoratives apposées sur les façades.
- 3) La mise en conformité des enseignes avec la réglementation spéciale de la publicité des enseignes et pré-enseignes de la Ville de Montpellier. Les ouvrages ou parties d'ouvrages publicitaires non conformes devront être déposés lors des travaux et ne pourront être réinstallés qu'après autorisation.
- 4) L'intégration des éléments techniques (climatiseurs, faisceaux de câbles hors réseau EDF, Orange, câblo-opérateurs, etc.).

Les travaux peuvent être réalisés uniquement sur une partie ou élément de façade, tel que :

- le traitement des seuls murs principaux et en retour de manière homogène,
- le remplacement d'une menuiserie ou d'une ferronnerie,
- la mise en conformité d'un élément disgracieux ou non conforme avec la typologie du bâtiment,...).

NB : Même si le règlement intérieur de la copropriété spécifie que les menuiseries extérieures appartiennent à chaque propriétaire (de même que la devanture commerciale), ces éléments sont considérés comme des parties communes et sont comprises dans l'obligation de ravalement. Elles nécessitent une décision de la copropriété et peuvent à ce titre, le cas échéant, être éligibles à une subvention (se renseigner à la mission Grand Cœur avant le démarrage des travaux).

Article 5 : Déclaration préalable - Autorisation d'enseigne - Autorisation d'occupation du domaine public

Avant tous travaux, une déclaration préalable devra être déposée en mairie de Montpellier auprès de la direction de l'urbanisme appliqué (DUA - sis 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2). Elle devra expliciter le projet de travaux envisagé avec un descriptif précis (ou un devis), correspondant aux préconisations de ravalement sur l'immeuble. Les travaux peuvent être réalisés d'un seul tenant ou par phases. Si les travaux sont réalisés par phases, ils pourront faire l'objet de plusieurs déclarations préalables. Les teintes des façades seront conformes au règlement en vigueur et au nuancier de l'étude de couleur.

La modification, le remplacement ou la création d'enseigne sont régis par le règlement spécial de publicité de la Ville de Montpellier et font l'objet d'une demande spécifique auprès de la direction des usages et valorisation de l'espace public (DUVEP) de la Mairie de Montpellier. A l'issue de la déclaration préalable ou déclaration d'enseigne, le propriétaire ou la copropriété devra déposer une demande d'autorisation d'occupation du domaine public, en cas d'échafaudage en emprise sur le domaine public.

Article 6 : Aide financière

6.1 - Dossier de subventionnement

La subvention municipale concernant le ravalement des façades est attribuée pour les immeubles compris dans le périmètre défini en article 7, et seulement pour leurs façades ou parties d'ouvrage donnant sur les voies ouvertes à la circulation publique ou vues de ces voies. Celle-ci ne sera accordée que pour les travaux réalisés en conformité avec les préconisations remises et toutes précisions qui pourraient être données lors de l'instruction du dossier, notamment par l'architecte des Bâtiments de France.

S'il existe plusieurs immeubles sur une parcelle ou un ensemble de parcelles, les travaux sur chaque immeuble sont subventionnés indépendamment.

La subvention pour le ravalement des façades des immeubles n'est pas attribuable pour :

- Les immeubles étant ravalés depuis moins de huit ans.
- Les façades donnant sur les espaces privatifs, non vues depuis un espace ouvert à la circulation publique.
- Les immeubles faisant l'objet d'une procédure administrative de démolition (arrêté d'insalubrité ou de péril).
- Les immeubles appartenant aux institutions publiques.

La demande de subvention sera déposée auprès de Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur) avant le démarrage des travaux. Le dossier comprendra les pièces suivantes :

- Les deux formulaires « demande de subvention » et « fiche de renseignement » ;
- La copie de la déclaration préalable ou du permis de construire comprenant les devis détaillés ;
- Des photos présentant les baies « volets ouverts » pour vérifier que les menuiseries en place respectent la typologie de l'immeuble (toutes les menuiseries non conformes devront être remplacées ou adaptées) ;
- Une lettre d'engagement du propriétaire, ou pour les copropriétés la copie du procès-verbal de l'assemblée générale votant le ravalement complet ou l'accord de travaux partiels.

Un panneau de chantier à l'entête de la Ville de Montpellier sera remis à l'entreprise ou au propriétaire par la mission Grand Cœur, sur présentation de l'avis d'attribution de subvention, il devra être visible pendant toute la durée du chantier.

6.2 - Mode de calcul de la subvention

Le taux de subventionnement est, pendant six ans (du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2022), de 30 % du montant TTC des travaux éligibles.

Si les travaux sont phasés, le versement de la subvention d'un total de 30 % se fera en deux temps, pour chaque phase de travaux réalisés (cf. article 6.5).

La subvention est plafonnée à 25 000 euros par immeuble.

En fin de période de subventionnement, un délai de six mois supplémentaire est donné pour terminer les travaux, à condition que l'avis d'attribution de subvention (délivré quand l'autorisation de travaux est accordée) soit obtenu avant la date limite de la période de subventionnement (soit le 30 juin 2022). Les factures prises en compte devront être datées avant la fin de la période supplémentaire (soit avant le 31 décembre 2022).

6.3 - Travaux éligibles

Tous les travaux listés à l'article 4, avec l'obligation de garantie décennale prescrite, exécutés en conformité avec les autorisations (permis de construire, déclaration préalable) accordées.

Les honoraires des maîtres d'œuvre concernant :

- les études relatives à l'analyse préalable du bâti : historique et origines des pathologies.
- les études permettant de réaliser un descriptif de travaux conforme : aux préconisations générales de travaux sur chaque immeuble ou aux fiches de prescriptions particulières sur certains ; aux règlements d'urbanisme existants (Plan Local d'Urbanisme), au code du patrimoine (Périmètre de protection



modifié autour de l'église de Celleneuve); aux avis donnés lors de l'instruction de la demande d'autorisation de travaux.

- c) les études concernant la production de documents graphiques (plans, coupes, élévations, détails), notamment pour les menuiseries à remplacer.
- d) le suivi de chantier jusqu'au parfait achèvement.

Quelques soient les éléments traités, seuls les travaux qui améliorent l'aspect et l'esthétique de la façade, dans le respect de la typologie de l'immeuble, sont éligibles.

6.4 - Vérification de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés avec les prescriptions citées à l'article 4, est vérifiée par la Ville de Montpellier, et elle conditionne le versement de la subvention.

Afin d'assurer un meilleur suivi de la qualité des travaux, le propriétaire ou l'entreprise préviendront la mission Grand Cœur (par téléphone au 04 34 88 79 40 ou par mail à mission.grandcoeur@ville-montpellier.fr, ou par courrier à l'attention de la « mission Grand Cœur » - Mairie de Montpellier - 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER Cedex 2), au minimum 10 jours ouvrables avant le démontage de l'échafaudage et ce avant transmission du solde des factures.

La subvention est également conditionnée par la signature avec la Ville du protocole de traitement anti-tags des dispositifs de fermeture en rez-de-chaussée, selon les modalités précisées par la DCM du 31 mars 2004 (lutte contre les graffitis).

6.5 - Mode de paiement de la subvention

Le programme global sur l'ensemble de l'immeuble n'est plus exigé. Pour chaque phase de travaux partiels le versement de la subvention est réalisé en deux temps :

- 1) une avance de 20 % du TTC des travaux partiels,
- 2) le déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé et conforme aux prescriptions.

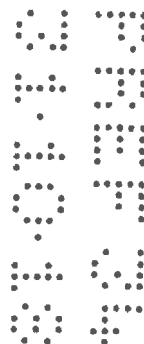
Toutes les phases de travaux partiels, jusqu'au ravalement « réputé complet », pourront faire l'objet de demandes de subvention, à hauteur de 30 % du TTC de ces travaux s'ils sont réalisés dans le délai indiqué à l'article 6.2.

Si le projet global de travaux est réalisé en une seule fois, la subvention est versée en totalité au taux plein de 30 % du montant TTC des travaux éligibles à la fin des travaux constatés et conformes.

Les travaux conformes complémentaires réalisés au-delà des six ans de subventionnement (soit après le 1^{er} juillet 2022), mais dans le délai de dix ans (à compter de la date de démarrage de la campagne, soit jusqu'au 30 juin 2026), ne seront pas subventionnables mais permettront de débloquent le solde des 10 % des travaux partiels ultérieurement réalisés dans le délai de la campagne.

L'aide financière est versée au propriétaire ou à la copropriété bénéficiaire par la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur) sur présentation :

- des factures détaillées, originales et dûment acquittées,
- d'un relevé d'identité bancaire (RIB),
- de l'annexe 2 ou de l'annexe 3 du protocole anti-tags dûment complété et signé,
- de la copie de l'arrêté d'autorisation de travaux,
- des fiches techniques des produits utilisés mentionnant la garantie décennale.





Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, en lien avec la création de la ligne 5 de tramway et en particulier la station Hortus qui doit s'implanter route de Mende, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre d'environ 18ha, dit « Hortus ».

Ce secteur est centré sur l'intersection de la rue de l'Hortus et de la route de Mende, et s'étend de la place Jean Baumel au sud jusqu'au centre Agropolis au nord. Pour cela, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération.

La mission de conduite de l'ensemble de ces études a été confiée le 4 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte), pour une durée de vingt-quatre mois et pour un montant prévisionnel estimé à 320 000 € HT (384 000€ TTC).

Ce mandat a été conclu sans mise en concurrence préalable en raison du statut de Société Publique Local d'Aménagement (SPLA) de la SA3M.

Délibération n°V2018-364

Depuis la signature de cette convention de mandat, ont été lancées les missions de géomètre, de diagnostic et de réalisation du schéma voiries et réseaux divers (VRD), ainsi que les études relatives à l'hydraulique et à l'environnement (faune-flore). Des prestataires pour la réalisation de l'étude d'impact environnementale et d'un diagnostic des activités commerciales sont en cours de désignation.

Enfin, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016, une procédure est en cours pour l'attribution de la mission d'urbaniste-paysagiste, sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles, afin notamment de définir le parti pris d'aménagement, le schéma d'organisation générale de l'espace public, les principes de volumétrie et d'épannelage ainsi que les éléments programmatiques.

Chacune des quatre équipes retenues doit formuler une offre incluant une proposition de schéma d'ensemble, principes de volumétries et d'identité architecturale, ces principes sont discutés dans le cadre des négociations. Pour cela elles seront indemnisées 12 000 euros HT chacune. Les études urbaines débuteront fin 2018.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élèvent à 24 000 € TTC, et les remboursements perçus au titre de du mandat d'études à 24 000 € TTC. A en outre été versée une avance de trésorerie de 50 000 € permettant l'engagement des études de tiers. A la même date, le prévisionnel des dépenses du mandat est toujours de 384 000 € TTC, sans évolution par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 du secteur Hortus, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire du mandat d'études ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de ce mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Délibération n°V2018-364

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02946_CRAC_2017_VD.pdf

- 02946 Synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clarc HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Croix Lavit Mandat d'études Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Le secteur Croix Lavit est situé au nord-ouest de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. Il s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre la route de Ganges et l'avenue Hemingway jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce secteur périphérique se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée toutefois par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine créée en 1968). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur, un équipement culturel avec le domaine d'O mais aussi des logements individuels et collectifs.

Depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Face à ces évolutions, la Ville a favorisé la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale, et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal. D'autre part, la position centrale dans le quartier de nouvelles opérations

Délibération n°V2018-365

immobilières a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier (rue Galéra/rue Croix Lavit). Aujourd'hui, le phénomène de mutation s'accroît, notamment la libération d'un terrain de près de 4 ha au cœur du secteur Croix Lavit. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Ce moment charnière est opportun pour s'interroger sur le devenir du secteur Croix Lavit et d'accompagner sa reconversion urbaine.

Plusieurs enjeux ont été identifiés :

- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires ;
- Répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie de la commune, dans le respect des principes de mixité sociale ;
- Renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité récemment créée et le projet d'école ;
- Améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager la continuité des déplacements doux (piétons et cycles) ;
- Intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier ;
- Valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un paysagiste et d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, conformément aux dispositions des articles L.300-3 du code de l'urbanisme et par décision du Maire du 24 novembre 2016, la Ville a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études signé le 23 décembre 2016 et entré en vigueur le 23 janvier 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois.

Par décision du Maire du 19 décembre 2017, la Ville a souhaité faire un avenant n°1 au mandat d'études en cours afin d'étendre le périmètre d'intervention initial (30 hectares au total), prolongé de 12 mois le délai du mandat et réajuster, en fonction le programme des études et la rémunération de la SA3M. Cet avenant a été signé le 30 janvier 2018 et est entrée en vigueur le 27 février 2018.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 57 000€ HT liée à la réalisation d'études techniques et à la rémunération de SA3M.

Au 31 décembre 2017, le bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 420 000€ HT soit 504 000 € TTC en dépenses et en recettes.

L'année 2018 va voir le lancement de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef, chargé d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du secteur. L'équipe lauréate devrait être désignée au 1^{er} semestre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de l'opération de mandat d'études du secteur Croix Lavit, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Délibération n°V2018-365

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02932_CRAC_2017_VD 12 09 18.pdf

- 02932 Synthse 12 09 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°8 Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2 100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous

Délibération n°V2018-366

Rosa Lee Parks;

- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre Jean Vilar, médiathèque Jean Jacques Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Délibération n°V2018-366

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte rendu annuel de la collectivité locale 2017
- Avenant 8
- Synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-366

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2017, afin de poursuivre la remise des ouvrages publics à la collectivité.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°7 pour proroger la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019 et achever les dernières opérations en cours et procéder à la remise des ouvrages publics à la collectivité.

La place Pierre Waldeck Rousseau a été inaugurée en juin 2017, le dernier programme de logements privés ayant été livré le long de la rue de Malbosc.

Le bilan qui est présenté est en augmentation et s'établit donc à 54 559 000 € en dépenses et en recettes, dont 53 579 000 € réalisés en dépenses et 54 252 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2017.

En effet le poste dépenses doit être ajusté afin de permettre de couvrir des frais liés à des procédures en cours et à la finalisation des aménagements d'espaces publics. De ce fait, il est proposé d'augmenter la participation de la Ville de 300 000 €HT.

Par ailleurs, la finalisation de ces travaux et procédures nécessite la prolongation de la concession d'un an, jusqu'à fin 2020.

Ces éléments nécessitent un avenant au traité de concession.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté
- Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2017 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°8 actant l'augmentation de la participation Ville et la prolongation de la concession joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



**Séance ordinaire du
jeudi 25 octobre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

**Zone d'Aménagement Concerté de
l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Approbation de l'avenant n°8**

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

Délibération n°V2018-367

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 30 000 m² d'activités et de commerces principalement dédiés à l'accueil privilégié des industries culturelles et créatives, d'un programme d'équipements publics intégrant la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche ainsi que la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SA3M acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 pour acter l'évolution de l'échéancier de versement de la participation du concédant, sans évolution du montant global.

Par délibération du 31 mars 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 pour intégrer la réalisation d'un groupe scolaire dans l'opération.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 pour intégrer les missions de suivi par l'aménageur des demandes d'implantation commerciales dans les immeubles existants.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 pour intégrer une augmentation de la participation de la Ville de 2 000 000 € pour s'établir à 38 900 000 €HT.

Par délibération du 3 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 pour allonger la durée de la concession d'aménagement de 5 ans, portant à 20 ans la durée globale de la concession.

L'année 2017 a permis d'approuver le dossier de création de la ZAC EAI (délibération du 26 janvier 2017), de mener à bien les procédures réglementaires (dossier loi eau, permis d'aménager), d'engager les études PROJET sur la tranche 1 de la ZAC et de céder à la Ville le foncier destiné à la construction du groupe scolaire Jeanne Moreau. Un premier lot situé au Nord de la Place d'Armes a été attribué en vue de la réalisation d'un campus créatif dédié aux industries culturelles et créatives, qui accueillera 4 écoles dont l'Ecole supérieure des métiers artistiques (ESMA), des studios, une salle de cinéma, des espaces d'exposition et des logements étudiants. Pour assurer la desserte de l'opération en eau potable, un fonds de concours de 800 000 €HT en faveur de Montpellier Méditerranée Métropole s'avère nécessaire pour le renforcement du réseau AEP ; il est compensé par une hausse de 800 000 € de la participation d'équilibre versée par la ville de Montpellier.

Aussi, le bilan proposé intègre une augmentation de la participation de la ville de 800 000€ pour s'établir à 39 700 000€ HT, nécessitant l'approbation d'un avenant n°8.

Le bilan qui est donc présenté s'établit à 104 899 000€ HT en dépenses et en recettes dont 22 870 000€ HT réalisés en dépenses et 6 607 000€ HT réalisés en recettes au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC EAI, établi par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SA3M), titulaire de la concession

Délibération n°V2018-367

d'aménagement ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- d'approuver l'avenant n°8 ci-joint à la concession d'aménagement relative à la hausse de 800 000 € de la participation d'équilibre de la ville pour le renforcement du réseau AEP ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées par la SA3M entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01945_CRAC_2017_VD 04 09 18.pdf

- 01945C Synthse 04 9 18.pdf

- 01945_AVENANT 8 EAI_2018_VD 04 09 18.pdf

- CESSION 1.945 EAI 04 09 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nouguier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1900 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en septembre 2013 d'un groupe scolaire, à proximité et la création d'un parc public, l'agriparc du Mas Nouguier.

Le programme global des constructions est de 150 000 m² de SDP dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Délibération n°V2018-368

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009. Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé depuis 2013.

Les six premières tranches de la ZAC sont aujourd'hui livrées et les travaux de la tranche 7 sont en cours de réalisation. L'année 2017 a été marquée par la remise d'ouvrage des espaces verts à la Ville et la réalisation des travaux de finition de la tranche 4 (avenues de la Réglisse et Dragées, plateau traversant rue de la Madeleine dans le prolongement de la grande rambla).

La réflexion sur un pôle de bureaux et la construction d'un parking silo en lieu et place du parking relais est toujours à l'étude avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 41 547 000 € HT et les recettes perçues à 45 651 000 € HT.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 46 601 000 € HT, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse de 232 000 € HT s'explique notamment par l'intégration de travaux de voirie et réseaux divers (VRD) du lot 5A3 (dernier lot de la tranche 4), des honoraires sur travaux et frais divers et à l'augmentation de la rémunération aménageur induite.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé. Le dernier fond de concours de 100 000 € HT a été versé à la Ville fin 2017 pour l'aménagement de l'entrée de l'agri parc.

Le montant des recettes est en hausse grâce à la bonne commercialisation des droits à bâtir.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC des Grisettes, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC des Grisettes, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

Délibération n°V2018-368

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01426_CRAC_2017_VD 27 08 18.pdf

- 01426 Synthse 27 08 18.pdf

- 1.426 GRISETTES 31 08 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990.

Délibération n°V2018-369

Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement du dernier lot de la ZAC, en bordure de la place Tycho Brahé. Les acquisitions foncières liées à la réalisation de ce lot n'ayant toutefois pu se concrétiser que tardivement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

Par délibération du 20 octobre 2016, le conseil municipal a approuvé un nouvel avenant (n°12) à la concession pour proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018 et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Délibération n°V2018-369

Au 31 décembre 2017, le bilan prévisionnel de l'opération présente un montant de 19 467 000 € de dépenses et de 20 119 000 € en recettes, ce qui génère un résultat d'exploitation positif de 606 000 € dont 500 000 € seront reversés à la Ville en 2018 au titre d'avance sur résultat. La réalisation de l'opération étant désormais réalisée en totalité, la concession s'achèvera au 31 décembre 2018 et sera clôturée en 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan - ZAC Blaise Pascal

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - ZAC Blaise Pascal

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémy MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'Aménagement Concerté OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé, d'une part, le dossier de réalisation de la ZAC, d'autre part, le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Délibération n°V2018-370

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier de 3300 logements à terme marquera l'entrée sud-ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby « Yves du Manoir », équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 29 septembre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement prolongeant sa durée de 3 ans jusqu'au 31 décembre 2024, sans participation supplémentaire du concédant et sans modification de la Convention d'avance de trésorerie (avances infra-annuelles consenties par la ville conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le bilan qui est présenté s'établit, au 31 décembre 2017, à 84 567 000 € HT en dépenses et 84 567 000 € HT en recettes, dont 72 267 000 € HT réalisés en dépenses et 65 860 000 € HT réalisés en recettes.

Le bilan est augmenté de 685 000 € HT en dépenses en raison notamment de la nécessité d'acquérir une nouvelle emprise foncière et de réaliser des travaux supplémentaires suite à la découverte de terres polluées sur un petit secteur. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes de charges foncières.

La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3 600 000 € HT. Elle est soldée depuis 2013.

La Convention d'avance de trésorerie, qui court jusqu'au 31 décembre 2018, est inchangée.

Un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC Ovalie, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Ovalie du 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

Délibération n°V2018-370

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01420_CRAC_2017_VD 27 08 18.pdf
- 01420 Synthse 27 08 18.pdf
- 1420 - ANNEXE ACQUISITION 2017 25 07 18.pdf
- 1.420 OVALIE 31 08 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée

Délibération n°V2018-371

par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

Délibération n°V2018-371

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la 3^{ème} ligne de tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC.

Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une

Délibération n°V2018-371

augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement en cours.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, a été entérinée en séance du 3 novembre 2017 par le Conseil Municipal dans le cadre d'un avenant n°14 signé le 19 décembre 2017.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 106 285 000 € HT et à 107 457 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, et qui vous a été présenté ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan - ZAC Consuls de Mer
- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - ZAC Consuls de Mer
- Rapport spécial sur les conditions d'exercice de prérogative de puissance publique

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Délibération n°V2018-372

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

Délibération n°V2018-372

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017 afin de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2023 pour permettre à la SERM de poursuivre l'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'à cette échéance.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 73 177 000 € HT et les recettes perçues à 69 700 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 78 788 000 € HT, en augmentation de 718 000€ HT afin de prendre en compte les recettes et dépenses d'exploitation du parc de stationnement de *La Mantilla* générées jusqu'en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;

Délibération n°V2018-372

- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - ZAC Jacques Coeur
- Bilan - ZAC Jacques Coeur

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de

Délibération n°V2018-373

concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre la clôture

Délibération n°V2018-373

de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 47 084 000 € HT pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 47 461 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan - ZAC Richter

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - ZAC Richter

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°6

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbanisme-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Délibération n°V2018-374

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces ;
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale ;
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé ;
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de

Délibération n°V2018-374

l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles.

L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m² de SDP, au lieu de 140 000 m² initialement.

Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Pour donner suite à de nouvelles études menées en 2017 sur le nouveau complexe communal, le coût global de cet équipement, initialement fixé à 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC) a été réajusté à 6 000 000 €HT (soit 7 200 000 €TTC) : en conséquence, la participation de la Ville correspondant à cet équipement doit être revue à la baisse. Parallèlement, une évolution de l'échéancier de versement de cette participation de la Ville jusqu'en 2022 est proposée dans le bilan. Ces modifications font l'objet d'un avenant n°6 au traité de concession qu'il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 25 564 000 € pour un montant total de recettes perçues de 30 879 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 46 629 000 €. Ce bilan prévisionnel est en augmentation de 733 000 € par rapport au bilan précédent en raison d'une augmentation du fonds de concours pour l'aménagement d'un nouveau carrefour à réaliser au sud de l'avenue Raymond Dugrand afin, notamment, de favoriser et sécuriser les accès au quartier Rive Gauche.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°6 à la concession d'aménagement permettant de modifier le montant de la participation et son échéancier de versement dans le temps ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2018-374

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau des cessions - ZAC Rive gauche
- Avenant n°6 - ZAC Rive gauche
- Bilan - ZAC Rive gauche
- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - ZAC Rive gauche

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Délibération n°V2018-375

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la

Délibération n°V2018-375

concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil Municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Par Délibération du 3 novembre 2017, un avenant n°13 à la concession d'aménagement signé le 19 décembre 2017, a permis de décaler en 2019 la participation prévue en 2018.

Aujourd'hui, il est proposé, compte tenu des capacités financières de l'opération, que le versement de la participation prévu initialement en 2019 soit décalé en 2020. Ce décalage fait l'objet d'un avenant n°14 à la concession d'aménagement.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élevaient à 45 011 000 € HT pour un montant de recettes perçues de 44 347 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 518 000 € en dépenses et en recettes, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

Délibération n°V2018-375**En conséquence il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°14 décalant d'un an le versement de la participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 1 053 500 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan - ZAC Jardins de la Lironde
- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - ZAC Jardins de la Lironde
- Avenant n°14 - ZAC Jardins de la Lironde

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Concession d'aménagement Ville - SERM ZAC Port Marianne - Parc Marianne Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°11 Avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne (devenu Georges Charpak) et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques

Délibération n°V2018-376

et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future avenue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur étaient les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future avenue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A709, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future avenue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements ;
- un secteur d'environ 5 ha (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A709 ;
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un

Délibération n°V2018-376

programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de l'avenue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recaler dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recaler dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Délibération n°V2018-376

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a donc confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha) ;
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En matière de développement durable, ce projet s'est illustré dès 2011 en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. En 2014, cette opération a également été lauréate des Victoires du Paysage.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019. Ce même avenant intègre par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Délibération n°V2018-376

L'année 2017 a vu l'engagement d'un dialogue compétitif pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, sur lequel est envisagée une opération d'aménagement sous forme de ZAC, restant à créer. En 2017 ont également été lancées les études d'urbanisation du secteur mas de Combelles situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits devraient être financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial.

Ces études ont permis de préciser les programmes respectifs et de proposer aujourd'hui l'intégration de ces deux opérations au bilan financier global de la concession.

En conséquence, il est proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 11 portant sur :

- l'extension des missions opérationnelles du concessionnaire sur le secteur nord de la Baume, portant désormais la superficie totale de la concession à 51 ha environ ;
- l'extension du périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand (section nord), à la place Christophe Colomb, et partiellement à la copropriété Saint Michel (parcelle DS 461p) ;
- l'évolution des missions de l'aménageur permettant d'établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC ;
- l'intégration d'une rémunération complémentaire de 30 000 € pour le montage du dossier de financement des équipements publics nécessaires au secteur du Mas de Combelle ;
- la modification de l'échéancier de versement du montant de participation de la Ville, en baisse de 291 000 € HT.

Il est également proposé d'approuver les termes d'un avenant n° 2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, portant sur le prolongement des avances annuelles de trésorerie pour les années 2021 et 2022.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 83 466 000 € HT pour un montant de recettes constaté de 84 799 000 € HT.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 140 082 000 €. Ce bilan prévisionnel est en augmentation de 14 791 000 M€ HT par rapport à l'exercice précédent, compte tenu de l'intégration au bilan global de l'opération des bilans des sous-opérations de la Baume et de Mas de Combelle.

La participation d'équilibre de la Ville s'établit à 35 629 000 € HT, en baisse de 291 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 concernant la concession d'aménagement Port Marianne - Parc Marianne établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions opérationnelles de l'aménageur sur le secteur nord de la Baume, d'ajuster le périmètre du secteur de la Baume à l'avenue Raymond Dugrand nord, à la place Christophe Colomb et partiellement à la copropriété Saint-Michel, de permettre à l'aménageur d'établir des conventions de Projets Urbains Partenariaux ou financements alternatifs des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC, d'intégrer une rémunération forfaitaire de l'aménageur de 30 000 € pour le montage du dossier de financement des équipements publics du secteur Mas de Combelle, et de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (en baisse de 291 000 € HT) ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie du 24 juin 2013, afin d'en prolonger le principe sur les années 2021 et 2022 ;

Délibération n°V2018-376

- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et acquisitions effectuées dans le cadre de la concession Port Marianne – Parc Marianne, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01225C Synthèse 28 08 18.pdf
- avenant n2 CONVENTION AVANCE TRESORERIE 01225_VD 28 08 18.pdf
- Annexe cessions Parc.pdf
- ANNEXE ACQUISITIONS Parc.pdf
- Avenant 11 avec plan VD.pdf
- 01225_CRAC_2017_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

ZAC Port Marianne-République Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

Délibération n°V2018-377

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte. S'en sont suivi de nombreuses études complémentaires. Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC qui reste à intervenir.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (dont 30 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements abordables), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics dont une crèche, un groupe scolaire, un internat régional, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

60 % du quartier sera urbanisé (environ 12,5 hectares), tandis que les 40 % restants (8,5 hectares) auront vocation à préserver et mettre en valeur les espaces naturels constitués autour du lit de la Lironde et de la transparence hydraulique entre le Lez et la Lironde, garantissant le bon fonctionnement des corridors écologiques vers les quartiers voisins.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge,
- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavalade) occupé en partie par les bâtiments de l'internat régional réalisé depuis 2016,
- la présence de lignes électriques haute tension à enfouir, nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,

La Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, dans le cadre d'une concession d'aménagement. Ainsi, par délibération du 19 février 2015, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional perçu par la Ville (171 160 €) portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Par arrêté préfectoral du 22 mai 2018, le projet de la ZAC Port Marianne – République a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU), en considération de la délibération du 29 mars 2018 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole émettant un avis favorable sur la mise en compatibilité du PLU, ainsi que de la déclaration de projet approuvée par le Conseil municipal de Montpellier en sa séance du 3 avril 2018.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 1 284 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 180 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 53 543 000 € HT, en

Délibération n°V2018-377

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan
- Compte-rendu annuel
- Tableau acquisitions
- Rapport spécial

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-377

augmentation de 1 154 000 M€ HT par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation est due principalement en dépenses à une augmentation du poste travaux compensée par une baisse des frais financiers, et en recettes à un ajustement des produits aux nouvelles données programmatiques, une augmentation des charges foncières des logements libres et l'intégration dans le poste cessions au concédant des recettes foncières pour le projet de groupe scolaire.

Le montant de la participation d'équilibre à verser par la Ville reste inchangé par rapport à l'exercice précédent (467 000 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, joint à la présente, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



**Séance ordinaire du
jeudi 25 octobre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

**FONCIER
Port Marianne
Mandat d'acquisition foncière Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)
Avenant n° 13**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer par l'aménagement de plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, organisés autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention initiale, modifiée par avenants, confiant à la SERM les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. L'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes.

Le solde des terrains acquis, non-intégrés dans les secteurs opérationnels, est constitutif de réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

Délibération n°V2018-378

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau bilan SERM
- Rapport SERM
- Avenant n° 13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-378

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non opérationnels en 1993.

Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2016 représentait 19 361 000 €.

Au 31 décembre 2017, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 24 204 000 € TTC. A la même date, le montant de dépenses réalisé était de 24 111 000 € TTC.

Ce nouveau bilan prend en compte le développement du quartier Port Marianne sur des secteurs encore non opérationnels et permet de donner suite aux opportunités constituées par les acquisitions foncières les plus récentes.

Compte tenu de la diminution des frais liés aux acquisitions, principalement une diminution des frais de démolition, le montant total des remboursements du mandat est diminué. Le planning de remboursement de l'emprunt permet un ajustement de l'échéancier des versements de la Ville. A cet effet, un avenant n° 13 à la convention de mandat Ville/SERM est donc proposé à votre approbation portant modification de l'article 6 du mandat modifié comme suit : A titre prévisionnel, le montant total des dépenses prévues au titre de la présente convention est portée à 24.204 k€ TTC, valeur juin 2018.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2017, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique dans le cadre de l'application du droit de préemption ou de procédure d'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2017, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 13 à la convention de mandat Ville/SERM portant a titre prévisionnel, le montant total des dépenses prévues au titre de la présente convention à 24 204 k€ TTC (vingt-quatre millions deux cent quatre mille euros TTC), valeur juin 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Secteur Acconiers sud Mandat d'études SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'étudier le réaménagement d'un périmètre situé au niveau de la section sud de la rue des Acconiers entre le pont André Lévy et l'impasse Galilée. Pour cela, un programme d'études et d'expertises techniques a été engagé pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération.

La mission de conduite de l'ensemble de ces études a été confiée le 17 mai 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une convention de mandat établie pour une durée de vingt-quatre mois, pour un montant prévisionnel estimé à 198 000 € TTC. Ce mandat a été conclu sans mise en concurrence préalable en raison du statut de SPLA de la SA3M.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016, une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles. Au terme de cette procédure, le 14 mai 2018, c'est le groupement GARCIA-DIAZ (mandataire) / GRAND ANGLE qui a été retenu afin, notamment, de définir le parti d'aménagement, de réaliser le schéma d'organisation générale de l'espace public, d'établir les principes de volumétrie et d'épannelage ainsi que la programmation.

Délibération n°V2018-379

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre du mandat d'études s'élèvent respectivement à 34 000 € TTC et à 6 000 € TTC. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 198 000 € TTC en dépenses et en recettes.

Sur l'exercice 2017, seule la mission de géomètre a été engagée en vue de l'établissement des levés topographiques et réseaux divers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 du secteur Acconiers sud, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan - secteur Acconiers sud

- Compte Rendu Annuel à la Collectivité - secteur Acconiers sud

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint Roch

Concession d'aménagement Ville/SERM

Avenant n°7

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de plus de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René Dumont.

Délibération n°V2018-380

Ce quartier est, de plus, particulièrement accessible notamment par les transports collectifs : il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, livrée mi-octobre 2014 et les quatre lignes de tramways le desservent.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

L'année 2017 a été marquée par la livraison du lot 12 (résidence étudiante et commerces – Bd Vieussens/avenue de Maurin) et le démarrage des travaux du lot 1 (complexe hôtelier face à la gare). Les permis de construire pour les lots 3 et 4 ont également été déposés au printemps 2017.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 42 686 000 € et les recettes perçues à 34 787 000 €.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 66 924 000€, en légère augmentation par rapport au bilan précédent. Cette hausse s'explique par l'intégration des coûts de dépollution suite à la démolition des bâtiments SNCF et l'intégration du projet de pôle services vélos dans le cadre du Pôle d'Echanges Multimodales (PEM) que constitue la gare Saint-Roch.

Le projet de vélostation au sein de la ZAC a fait l'objet d'une modification du programme des équipements publics approuvée par délibération du conseil métropolitain de Montpellier Méditerranée Métropole le 25 janvier 2018 et au conseil municipal de la Ville de Montpellier le 1^{er} février 2018. L'avenant n°7 proposé a pour objectif d'adapter la concession d'aménagement en intégrant ce projet de vélostation (pôle services vélos).

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°7 à la concession d'aménagement intégrant le projet de pôle services vélos, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 ;

Délibération n°V2018-380

- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Concession d'Aménagement Compte Rendu Annuel à la Collectivité Situation au 31 décembre 2017
- Synthèse
- Rapport spécial conditions exercices prérogatives puissance publique 2017
- Tableau acquisitions
- Avenant 7

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°2

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramways, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...), des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics.

Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Délibération n°V2018-381

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier.

Dans ce contexte, la Ville a adopté par délibération du 17 février 2014 l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, actant une nouvelle répartition de l'échéancier forfaitaire de la SAAM (devenue depuis SA3M) et un étalement du phasage des participations financières de la Ville à cette opération.

Les études menées ces dernières années et le travail engagé avec les acteurs de terrain (propriétaires, promoteurs, ...) ont permis le démarrage des premières constructions fin 2017-début 2018, avec des programmes mixtes comprenant du logement et une part significative d'activités sur l'ilot test, à l'angle de la rue de l'Industrie et de la rue du Lantissargues.

Ces opérations ont permis notamment de valider une stratégie et une méthode devant permettre en 2019 de finaliser les études aboutissant au dossier de réalisation.

A ce titre, le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 1 928 000 € HT correspondant, à hauteur de 1 372 000 € aux acquisitions foncières, le reste concernant principalement la rémunération de la SA3M et des études d'urbanisme. Depuis le début de l'opération, les dépenses de la concession s'élèvent à 8 670 000 € HT et les recettes à 1 788 000 € HT.

Aussi, au 31 décembre 2017, le bilan financier prévisionnel global de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T en dépenses et recettes, montant inchangé par rapport au CRAC de l'année précédente.

Un avenant n°2 à la concession d'aménagement est proposé afin de modifier l'échéancier de la participation d'équilibre de la collectivité.

Par ailleurs, en 2017, un concours de maîtrise d'œuvre visant l'ouverture d'un groupe scolaire de 15 classes en septembre 2021 a été lancé, sur un foncier maîtrisé par la SA3M. Ces différentes étapes permettent d'envisager de poursuivre la construction de nouveaux logements et donc la mutation du site de la Restanque dans les prochaines années.

Délibération n°V2018-381

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la ZAC de la Restanque établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concessionnaire d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions foncières effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Restanque du 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement modifiant l'échéancier de versement de la participation d'équilibre par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01940_CRAC_2017_VD 11 09 18.pdf

- 01940 ANNEXE ACQ 2017 SA3M 31 08 18.pdf

- Avenant 2 Restanque_VD 11 09 18.pdf

- Synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Quartier Croix d'Argent Secteur des Hauts de la Croix d'Argent Mandat Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n°2

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, principalement entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna. Ce secteur présente une forme urbaine héritée des années 60-70 qui se caractérise par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés de lotissements développés au coup par coup. On note la présence d'équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Dans ce secteur de la ville, des projets d'envergure comme par exemple l'opération d'aménagement de l'EAI (logements, activités et commerces, grand parc public Montcalm de 20 ha) vont créer un contexte favorable à l'amélioration du cadre de vie et à la réhabilitation de certains immeubles collectifs dont les normes de confort sont aujourd'hui en dessous des exigences sociétales.

Délibération n°V2018-382

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'encadrer pour préserver l'équilibre d'un quartier existant.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités fonctionnelle et sociale ;
- garantir une meilleure ouverture urbaine sur les quartiers alentours ;
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville ;
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité ;
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux ;
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité supports d'animations ;
- valoriser la qualité paysagère du site.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, par décision du Maire du 19 novembre 2015, la Ville de Montpellier a souhaité confier à la SAAM un mandat d'études signé le 30 novembre 2015 et entré en vigueur le 4 décembre 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois. Il faut noter que le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 pour prolonger la durée du mandat d'études de 2 ans, soit jusqu'au 4 décembre 2019.

Au cours de l'année 2017, la SA3M a consolidé la définition du projet urbain, le montage de l'opération et le partenariat notamment avec Hérault Habitat. Cette même année a vu la poursuite de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef, chargé d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du quartier.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 63 000€ correspondant à la réalisation d'études et à la rémunération de la SA3M.

Au 31 décembre 2017, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 180 000 € HT soit 216 000 € TTC en dépenses et en recettes avec notamment une légère augmentation du montant des études (+ 10 000 € HT) et de la rémunération forfaitaire correspondante (+ 1 000 € HT). Le montant de la rémunération SA3M s'élève désormais à 52 000 € HT.

Afin de prendre en compte ces ajustements, il est proposé un avenant n° 2 au mandat d'études qui augmente le montant total du mandat de 14 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de mandat d'études du secteur des Hauts de la Croix d'Argent, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 qui augmente le montant du mandat de 14 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2018-382

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Gérard CASTRE, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02908_CRAC_2017_VD 17 09 18.pdf

- 02908 Synthse 17 09 18.pdf

- 2908_ avenant n2 VD 17 09 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n° 1

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Pour ce faire, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Un dialogue compétitif a également été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à

Délibération n°V2018-383

l'issue duquel le cabinet d'urbaniste CASTRO/DENISSOF et Associés, associé au paysagiste PRAXYS et aux bureaux d'études BERIM et 2DKS a été désigné comme urbaniste en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...);
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...);
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré le bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil métropolitain le 21 juillet 2016. Un avenant n° 1 à cette convention a été approuvé depuis en Conseil municipal le 17 juillet 2018 et en Conseil métropolitain le 19 juillet 2018, afin d'adapter le périmètre et les modalités financières d'intervention sur l'espace public de la Ville ou son aménageur, tenant compte de l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

La SA3M a poursuivi avec l'équipe de maîtrise d'œuvre les études de définition du projet de renouvellement urbain qui table désormais en divers secteurs du quartier sur un programme d'environ 2 500 logements nouveaux et environ 5 000 m² de surfaces tertiaires, un nouveau groupe scolaire, une crèche, des jardins publics, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, ... en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation, voire le développement de l'activité économique située notamment sur le plateau.

Un avenant n° 1 à la concession d'aménagement est aujourd'hui proposé afin de prolonger sa durée de 5 ans, soit un total de 15 années (jusqu'en novembre 2031) pour optimiser la planification des opérations dans le temps et adapter le périmètre de la concession à l'évolution globale du projet de renouvellement urbain.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élevait à 352 000 € HT en dépenses pour un montant de recettes constaté de 1 135 000 € HT. Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 56 965 000 € HT, en augmentation de 4 725 000 € HT par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due principalement en dépenses à l'intégration des coûts d'aménagement du secteur Pinville Nord, ainsi qu'à une augmentation

Délibération n°V2018-383

du poste acquisitions foncières, et en recettes à l'augmentation en conséquence des produits de cessions foncières.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 concernant la l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, modifiant la durée et le périmètre d'intervention de celle-ci ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte-rendu annuel

- Bilan synthèse

- Avenant 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

ZAC du Coteau Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité Exercice 2017 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier de Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, le projet d'aménagement de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs suivants :

- Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- Développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;
- Répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;

Délibération n°V2018-384

- Aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'une nature entre rusticité et domesticité ;
- Achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville ;
- Accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

En vue de préciser les conditions de réalisation de cette opération et afin d'en améliorer la faisabilité, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un programme d'études complémentaires.

Conformément aux dispositions des articles L 300-3 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier, par décision n°2015/0177 en date du 29 mai 2015, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), devenue S.A.3.M. (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte un ensemble d'études et de mener une procédure de concours afin de désigner l'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC sur la base d'un plan guide.

Par décision du 27 décembre 2016, reçue en Préfecture le 28 décembre 2016, la Ville de Montpellier, a désigné le groupement DEVILLERS & Associés / IMAGINE Architectes / Les ENR (devenus VIZEA) / ALPHAVILLE / ARTELIA lauréat du concours d'urbanisme en vue de la conception et le suivi de la ZAC du Coteau en qualité d'architecte-urbaniste-paysagiste coordonnateur de la ZAC.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et au regard de la complexité du projet qui tient notamment aux caractéristiques paysagères et géographiques remarquables de ce secteur et à leur nécessaire préservation, la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre de ce projet, à un opérateur public spécialisé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi par délibération du 22 juin 2017, la Ville a confié cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale.

L'année 2017 a permis à la SA3M d'acquérir une grande partie du foncier auprès de l'Etablissement Public Foncier.

Par ailleurs suite à l'approfondissement des études opérationnelles en 2017, il est proposé d'anticiper un élargissement du programme initial, entraînant des dépenses complémentaires (foncier, travaux, ...) s'équilibrant par des recettes afférentes.

Aussi, il est proposé d'augmenter le bilan financier prévisionnel de l'opération, à 44 668 000 € HT en dépenses et recettes. Cette évolution n'engendre pas de participation de la Ville de Montpellier.

En outre, l'avance de trésorerie de la Ville actée dans le traité de concession a dû être ajustée au calendrier de l'opération. Son montant a par ailleurs pu être réduit à 15 000 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté du Coteau qui a été établi au 31 décembre 2017 par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Métropole ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC du Coteau du 1er janvier au 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SA3M sur l'exercice de prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, joint à la présente délibération ;

Délibération n°V2018-384

- d'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie établie par la SA3M, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte rendu annuel de la collectivité locale 2017
- Synthèse
- Acquisition Coteau
- Rapport spécial
- Convention avance trésorerie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Concession GRAND CŒUR (SERM) Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017) Avenant n°17 au traité de concession d'aménagement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2016, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2019, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Délibération n°V2018-385

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Texte CRAC
- Avenant 17
- 1415 Consolidé Synthèse
- 1415 Annexes acquisitions
- 1416 Détail
- 7515 Détail
- Relogements
- Cessions
- Rapport spécial
- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-385

Depuis le début de concession jusqu'à fin 2016, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 122 857 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € TTC (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

Outre des ajustements mineurs sur les acquisitions et les cessions, la concession est en 2017 à nouveau, prolongée, jusqu'en 2023, notamment pour les raisons suivantes :

- une meilleure commercialisation des commerces du Jeu de Paume, avec en conséquence une légère augmentation de la rémunération du concessionnaire SERM ;
- des décalages sur la réhabilitation et la commercialisation des locaux commerciaux en pieds d'immeuble dont la réhabilitation est complexe (contexte très difficile des relogements à réaliser et des modifications de réglementation quant aux subventions de l'ANAH).

Les avances de trésorerie infra annuelles, mises en place pour limiter les frais de portage sont inchangées (3 000 000 € en 2017 et 2018) ; seul le remboursement de l'avance principale de 6000000€ est décalé en 2023.

Le total du bilan est ajusté à 123 826 000 € HT, et la participation de la Ville est inchangée : 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € TTC (sur 20 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 également présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2017, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°17 au traité de concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M) Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) Avenant n° 7 au traité de concession d'aménagement

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Coeur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2016, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2022, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession jusqu'à 2016, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 77 323 000 € HT, et la participation de la Ville de 4 640 000 € à 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier).

Délibération n°V2018-386

Pour l'opération « Renouveau urbain », les principales modifications en 2017 se déclinent au travers de :

- une diminution des acquisitions et des cessions liées au droit de préemption commercial au sein du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat du centre-ville, qui ne se font pas au cadencement prévu ;
- une augmentation des travaux sur des locaux acquis sur l'avenue Clemenceau ;
- une baisse des prix de cession en réhabilitation, conséquence de la forte diminution des subventions de l'Anah ;
- une meilleure valorisation des loyers commerciaux ;
- un différentiel entre les loyers et charges perçus par les étagères des halles provisoires Laissac et les charges réelles auxquelles la SA3M doit faire face (entretien notamment).

La participation de la Ville reste inchangée par rapport au précédent CRAC, soit 6 044 000 €, **dont 1 530 000 € remboursés à la Ville par la Métropole.**

La convention de trésorerie reste également inchangée.

Pour l'opération « Route de Nîmes » (secteur François Delmas), le périmètre d'intervention est de 7 hectares et le programme prévoit la production d'environ 600 logements en construction neuve, dont 30% de logements sociaux et 20% d'abordable, ainsi qu'environ 5600 m² de surface de plancher (Sdp) pour des bureaux et commerces.

Le bilan de l'opération ne prévoit pas de dépenses d'acquisition et de travaux jusqu'en 2019 afin de tenir compte du calendrier opérationnel.

Il n'y a pas de participation d'équilibre de la Ville.

L'opération « Consuls de Mer 1 - Phase 4 » prévoit 40 000 m² de Sdp, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces.

En 2017, les principales modifications de programme de cette opération se déclinent au travers de :

- une augmentation des travaux et honoraires correspondant à une augmentation des provisions pour aléas travaux ;
- une meilleure valorisation des cessions en raison de l'ajustement des hypothèses de commercialisation.

Les acquisitions foncières ainsi que la participation de la Ville de 2 496 000 € restent inchangées par rapport au précédent CRAC.

L'opération « Beausoleil » (avenue de Lodève) prévoit 23.000 m² de Sdp comprenant une dominante de logements, des commerces et services de proximité et des locaux d'activités, et 14.500 m² de Sdp comprenant une extension de la clinique Beausoleil et un EHPAD réalisé par Languedoc Mutualité.

L'année 2017 a permis à la SA3M :

- de lancer plusieurs études préalables qui ont permis d'alimenter la réflexion sur le futur projet d'aménagement et de définir des premiers invariants ;
- de lancer une consultation relative au désamiantage et à la démolition de l'ensemble des bâtiments, précédée par une campagne de diagnostics avant démolition ;
- l'élaboration d'un dossier de demande d'étude relative à la soumission ou non du futur projet à étude d'impact ;
- la réalisation d'études complémentaires (diagnostic floristique, étude sur les chiroptères, études de pollution sur la station-service désaffectée présente sur le site) visant à éclairer au mieux la décision de la DREAL. L'objectif de dépôt de la demande est fixé au mois de janvier 2018.

La participation de la Ville reste inchangée à 660 000 €, elle correspond à une contribution aux équipements publics dont l'utilité dépassera le seul cadre de l'opération.

Délibération n°V2018-386

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Texte CRAC
- 1901 - BeauSoleil
- 1905 - Avenant 07
- 1905 - CC Synthèse
- 1905 - Acquisitions
- 1905 - Cessions
- 1906 - Route de Nîmes
- 1907 - Laissac démol + reloc
- 1908 - Consuls de Mer
- 1908 - Acquisitions
- Rapport spécial
- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-386

Pour la démolition des parkings Laissac et la relocalisation provisoire des étagères, la participation de la Ville d'un montant de 2 542 000 € reste inchangée.

Un avenant n°6 (DCM du 3 avril 2018) intégrait en sous-opération la réalisation de l'extension du monument au mort, intitulé « Jardin des Héros » pour un montant de 1 168 800€ TTC. Cette opération a été retirée, le prévisionnel a été modifié en conséquence.

L'avenant n°7 permet un ajustement des versements des participations de la Ville au regard du cadencement des opérations.

Le total du bilan est ajusté à 78 167 000 € HT.

La participation de la Ville reste par conséquent inchangée par rapport au CRAC 2016 au montant de 11 742 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Coeur » qui a été établi au 31 décembre 2017, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SA3M sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°7 au traité de concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)

Avenant n°11 à la concession

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2017)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Il s'agit d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), dont la mise en œuvre, très avancée à ce stade, doit permettre :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants ;

Délibération n°V2018-387

- de réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- de restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville ;
- de rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés) ;
- et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et cessibles en urgence les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré cessibles en urgence les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, a prorogé pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier a acté d'une refaçon de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

En 2009, l'avenant n°2 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai

Délibération n°V2018-387

2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

En 2010, l'avenant n°3 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

En 2011, l'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

En 2012, l'avenant n°5 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

En 2013, l'avenant n°6 intégrait des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités, ainsi que l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

En 2014, l'avenant n°7 intégrait une réévaluation du coût des démolitions liées à l'évolution de la réglementation en vigueur, un ajustement du programme des espaces publics, des travaux complémentaires liés à la complexité d'une intervention en site habité, ainsi qu'un allongement de la durée de portage. Il prévoyait également une prorogation de la concession de deux ans et demi jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2015, l'avenant n°8 intégrait une augmentation des dépenses due à l'allongement de la durée de portage des logements restant à démolir et une prorogation de la concession de six mois jusqu'au 30 juin 2019 en cohérence avec l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes.

En 2015, l'avenant n°9 à la concession d'aménagement intégrait un ajustement des coûts et recettes liés aux contraintes opérationnelles.

En 2016, dans un avenant n°10, la concession d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021, intégrant l'augmentation des coûts de travaux et honoraires, l'allongement de la durée du portage des logements restant à démolir, ainsi qu'une baisse des recettes de cessions.

Pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants, tout en prenant en compte la modification de programme de reconfiguration de l'offre commerciale demandée par le Préfet, il est proposé un avenant n°11 à la concession d'aménagement.

Ainsi, le bilan est augmenté en dépenses et recettes de 758 000 € : il s'établit, au 31 décembre 2017, à 71 740 000 € en dépenses et en recettes, dont 63 656 000 € réalisés en dépenses et 51 338 000 € réalisés en recettes.

Cette augmentation tient exclusivement de l'impact de la modification de programmation commerciale, générant une perte de subvention et des dépenses supplémentaires de travaux et honoraires. Pour combler le déficit d'opération, la participation de la Ville est augmentée de 1 331 875 € pour s'établir à 28 195 000 €.

En outre, par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis

Délibération n°V2018-387

d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Par délibération en date du 25 novembre 2013, l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 5 novembre 2015, l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, l'avenant n°6 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 30 juin 2019.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, l'avenant n°7 à la convention d'avance de trésorerie a permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2021 en portant le total à 47 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2017, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice des prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2017, joint à la présente délibération ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017, joints à la présente délibération ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°11 à la concession d'aménagement, joint à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

Délibération n°V2018-387

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC Petit Bard exercice 2017
- avenant 11 CRAC Petit Bard 2017
- synthèse bilan CRAC 2017 PB
- acquisitions 2017 PB
- cessions 2017 PB
- rapport spécial Petit Bard 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Délibération n°V2018-388

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 16 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3840 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Les Oudlers Montpelliérains : 245€, Comité France Parkinson 34 : 300€, Rencontres : 245€, Association Tutélaire de Gestion : 165€, Racing Club Lemasson : 430€, Montpel'libre : 245€, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 270€, Les Petits Débrouillards Occitanie : 140€, Texas Kid : 245€, Animation Création Culture Origami: 300€, Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel (MEAT): 165€

MPT CHOPIN : Montpellier Esport Club : 245€

MPT ESCOUTAIRE : La maison du judo : 245€

MPT LAGRANGE : Jazz Pirateurs : 165€, Les sentiers de l'écriture : 165€, Chorale le cœur des baladins : 270€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 29 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12120€.

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Les Oudlers Montpelliérains : 330 €, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 55 €, Montpellier XIII : 55 €, Montpellier Rugby Club : 220 €

MPT CHAMSON : Eurogrèce : 110€, La Draille colorée : 440€

MPT CHOPIN : AGEM : 440€

MPT COLUCCI : Association Montpelliéraine de Sport au Féminin : 350€

MPT DUBOUT : Association Montpelliéraine des Etudiants Sages-Femmes (AMESF) : 110€

MPT ESCOUTAIRE : Comité des fêtes de Montpellier : 55€, Chemin des Cimes : 110€, Groupe Art et Tradition Populaire LA GARRIGA Montpellier : 55€

MPT GUILLERME : Association Vivre Ensemble en Citoyen : 110€

MPT LAGRANGE : Allons Enfants : 1210€, Alternatiba Montpellier Hérault : 440€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 220€, Flamenco Puro : 220€, 6 sens : 660€, Lez Arts mêlés : 1045€, Marie-Louise Bouillonne : 660€, Zadigozinc : 2200€, Attitude : 880€, R&R : 825€, Mot'son : 55€, Asmoune : 220€, Ensemble Vocal et Instrumental de Montpellier (EVM) : 330€, Les herbes Folles : 165€

Délibération n°V2018-388

MPT VIAN : Comité de quartier Les Aiguerelles- la Rauze : 220€

MPT VILLON: Good news Gospel Choir : 165€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel

- tabelau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Réalisation d'un restaurant scolaire dans Le Groupe scolaire Armstrong-Bon - Quartier Petit Bard - Approbation de l'opération - Lancement de l'opération- Demande de subventions.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La nouvelle politique tarifaire de la restauration scolaire mise en place dans le but de favoriser l'accès du plus grand nombre d'élèves aux restaurants scolaires, a vu croître le nombre de rationnaires dans ce quartier prioritaire de la Politique de la Ville.

Dans ce contexte, et afin de limiter les déplacements des enfants, la construction d'un nouveau restaurant est souhaitée pour la fin de l'année 2021.

Le programme général de cette opération comprend :

- 1 restaurant maternelle de 130 rationnaires en deux services ;
- 1 restaurant élémentaire de 180 rationnaires en self-service ;
- Un espace BCD de 60 m² ;
- Les offices propre et sale et autres locaux techniques nécessaires au bon fonctionnement du restaurant ;
- La reconfiguration des espaces extérieurs pour rendre la cour et le restaurant accessibles aux handicapés depuis l'école maternelle à partir de cheminements couverts.



Délibération n°V2018-389

Soit une superficie construite totale d'environ 410 m².

Afin de réduire l'empreinte environnementale du bâtiment, il est envisagé le recours à une construction en bois.

Le coût global de l'opération est estimé à 1,8 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée aux services techniques de la Ville, Direction Architecture et Immobilier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Ville de Montpellier, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault informe la Ville que, compte-tenu des effectifs scolaires, après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (C.D.E.N), il a été arrêté les mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Après vérification des ajustements des effectifs de la rentrée scolaire, le Conseil municipal est amené à se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et à prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES :

4 Ouvertures de postes en maternelle :

Ecole maternelle RICHIER (nouvelle école) : 3 ouvertures.

Ecole maternelle PROKOFIEV: 1 ouverture.

10 Ouvertures de postes en élémentaire :

Ecole élémentaire JAURES : ouverture du 6^{ème} poste. (Confirmation ouverture 2017)

Ecole primaire André MALRAUX : ouverture du 10^{ème} et 11^{ème} poste.

Délibération n°V2018-390

Ecole Primaire RICHIER (nouvelle école) : 3 ouvertures.
Ecole élémentaire J. ZAY : Ouverture du 8^{ème} Poste.
Ecole élémentaire DELTEIL : ouverture du 12^{ème} poste.
Ecole élémentaire GALILEE : ouverture du 13^{ème} poste.
Ecole élémentaire MALET : ouverture du 20^{ème} poste.

LES FERMETURES DE CLASSES :**4 fermetures en maternelles :**

Ecole maternelle DAUDET : Fermeture du 7^{ème} poste.
Ecole maternelle MOZART : fermeture du 7^{ème} poste.
Ecole maternelle M. YOURCENAR : fermeture du 9^{ème} poste.
Ecole Primaire O. DE GOUGES : fermeture du 7^{ème} poste. (Transfert à RICHIER)

3 Fermetures en élémentaire :

Ecole élémentaire VOLTAIRE : Fermeture du 11^{ème} poste. (Confirmation fermeture 2017).
Ecole Primaire O. DE GOUGES : Fermeture du 10^{ème} et 11^{ème} poste. (Transfert à RICHIER)

LES CLASSES CP ET CE1 DEDOUBLEES EN REP ET REP+. :

133 classes CP ET CE1 dédoublées ouvertes depuis 2017 par création ou transformations de postes d'enseignants. (76 postes pour les CP et 57 postes pour les CE1).

Les écoles concernées par les classes dédoublées sont :

- GALILEE
- DELTEIL
- DAUBIE
- KUROSAWA
- ARMSTRONG
- BALARD
- ROOSEVELT
- HEIDELBERG
- MALET
- SEDARSENHOR
- LOUISVILLE
- BOLIVAR.
- SAVARY
- DIDEROT
- SCHOELCHER
- O.DE GOUGES

3 OUVERTURES PROVISOIRES 2018 :

Ces ouvertures seront confirmées en 2019 selon les effectifs présents.

Ecole Primaire RICHIER : 1 ouverture en maternelle et 1 ouverture en élémentaire (en juillet).

Ecole élémentaire MACE : 1 ouverture supplémentaire en septembre 2018.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la Ville a prévu la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

Délibération n°V2018-390

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes ;
- D'émettre un avis défavorable aux fermetures de classes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique JEUNESSE - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention.

o Dans le cadre de la thématique JEUNESSE:

Code	Structure	Type		Montant
7053	CO-EVENTS	Projet	CONCOURS DANCE HALL QUEEN MONTPELLIER OFFICIEL	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

Délibération n°V2018-391

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 600 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations aux publics et Affaires militaires

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2018-I-1044 en date du 24 septembre 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique du mercredi 24 octobre 2018 à 9h00 au vendredi 9 novembre 2018 inclus, jusqu'à 17h00, à l'égard de la demande formulée par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 place Zeus – 34961 MONTPELLIER Cedex 2, en vue d'exploiter un centre de tri de déchets ménagers recyclables secs situé sur la commune de MONTPELLIER, 2 549 avenue de Maurin, au lieu-dit « Terre du Mas de Combemale ».

L'avis du Conseil municipal des communes de Montpellier et Lattes, comprises dans le périmètre d'affichage de 1 km autour de l'installation, est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables sur leur territoire.

Le centre de tri de déchets ménagers recyclables secs DEMETER est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole qui assure, pour le compte de ses communes membres, la compétence « collecte, élimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés ».

Délibération n°V2018-392

Ce centre de tri a été mis en service en 1994, il a alors fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°91-1-2477 du 30 août 1991 d'autorisation d'exploiter un centre de valorisation des déchets urbains ; la capacité d'accueil étant de 20 000 tonnes par an.

Il est, aujourd'hui, arrivé à saturation.

Le présent dossier a donc pour objet d'agrandir et de moderniser le centre de tri DEMETER pour porter sa capacité de déchets traités de 20 000 tonnes par an à 35 000 tonnes par an sur une zone d'extension d'environ 4 100m² située au sud du site, actuellement inoccupée.

Les activités exercées sur ce site, objet de l'enquête publique, relèvent :

- de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour la rubrique : **2714-1** : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³). Sur le site, le volume sera de 2 330 m³.
- de la législation relative à la nomenclature « EAU », dite IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) au titre de la rubrique : **2.1.5.0-2** : Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha). La surface du projet sera de 1,3 ha.

Le projet s'inscrit dans la politique de Montpellier Métropole Méditerranée de prévention et de réduction des déchets au travers de la filière complète de traitement des déchets en conformité avec le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du Département de l'Hérault. Il prend également en compte l'extension des consignes de tri des plastiques prévue par la loi de transition énergétique pour la croissance verte, en améliorant d'une part le taux de valorisation par matière et d'autre part les conditions de travail des employés. Le projet prend ainsi en compte les besoins sur les années à venir.

Au regard des éléments du dossier, les principaux risques liés à l'exploitation du centre de tri pour l'environnement et la Santé Publique identifiés sont :

- des sources des rejets dans l'atmosphère qui seront générées par une augmentation du trafic routier des véhicules entrants et sortants et par les poussières qui seront émises à l'intérieur du site du fait de la manutention des déchets (chargement/déchargement, process de tri/criblage);
- des sources potentielles de pollution des eaux superficielles et souterraines et du sol/sous-sol du fait de l'entraînement d'éléments polluants au sol (traces d'hydrocarbures et poussières) par les eaux de ruissellement sur la voirie ou des déversements accidentels qui pourront être générés par la présence notamment de la cuve de Gazole Non Routier (GNR) sur le site.

Ce projet entraînera une modification des écoulements superficiels du fait de l'imperméabilisation des sols sur la zone d'extension nécessitant des mesures de collecte, de rétention et de traitement des eaux du site avant rejet en milieu naturel dont l'exutoire est le ruisseau Le Rondelet.

Les mesures et dispositions mentionnées dans le dossier seront prises afin d'en limiter l'impact et de répondre aux exigences réglementaires.

Les principaux risques pour l'environnement et la santé publique ont été évalués portant sur les risques de pollution du milieu (eau/sol/air) qui pourra être impacté, du trafic routier qui sera ainsi généré, des nuisances sonores identifiées qui seront émises et de l'identification des risques d'incendie qui seront inhérents à l'exploitation du centre de tri.

Une attention particulière devra être apportée sur les émissions sonores liées au fonctionnement du centre de tri au vu de la situation géographique de la maison la plus proche (située à 75 m du site) et considérant

Délibération n°V2018-392

l'extension de la plage horaire de la réception des déchets sur le site jusqu'à 1h du matin (contre minuit actuellement) et ce afin de prendre des mesures correctives si nécessaire.

Par ailleurs, une surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel dont l'exutoire est le ruisseau le Rondelet, traversant la parcelle mitoyenne au centre de tri doit être assurée. En effet, sur cette parcelle il est à noter la présence d'une zone humide, la mare de Combemale, présentant un intérêt écologique notable et sur laquelle un emplacement réservé pour la création d'un bassin de rétention aménagé en parc de loisirs paysagers est identifié au PLU.

De plus, la nature même des produits stockés sur le site représentant un fort pouvoir calorifique une attention particulière est à porter sur le risque incendie et sa gestion et maîtrise.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable concernant le projet de réhabilitation du centre de tri de déchets ménagers recyclables secs DEMETER sous réserve que l'ensemble, des dispositions et des mesures mentionnées ci-dessus, soit mis en œuvre.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport technique SCHS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS:

Code	Structure	Type	Montant
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	Fonctionnement	3 600 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique HANDICAP:

Code	Structure	Type	Montant
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934

Délibération n°V2018-393

o Dans le cadre de la thématique **EXCLUSION**:

Code	Structure	Type	Montant
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 5 600 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III : création d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'engage concrètement dans la lutte contre les discriminations, qui mettent à mal l'idéal républicain d'égalité et fragilisent la cohésion sociale.

Elle intervient notamment dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux.

Depuis 2015, trois engagements intensifient l'implication de la Ville et de la Métropole de Montpellier pour réduire les discriminations :

- L'intégration d'un plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) au contrat de ville 2015/2020, axé (à minima) sur les discriminations liées à l'origine (décision 25 du Comité Interministériel des Villes du 19 février 2014 et loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014) ;
- L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme

Délibération n°V2018-394

(ECCAR) depuis le 10/05/16, qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;

- La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits (2016).

Ces engagements ont conduit en 2017 à commander un premier état des lieux des discriminations sur le territoire (participation de la Ville de 8424€). Les résultats obtenus démontrent l'existence et la persistance de réelles inégalités causées par les phénomènes discriminatoires à Montpellier et posent la nécessité de lutter contre ces discriminations.

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier propose la création d'un groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

Ce groupe de recherche-action sera rattaché au laboratoire de sociologie LERSEM/IRSA de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, et travaillera en partenariat avec la Ville et la Métropole de Montpellier, en associant régulièrement les signataires du Contrat de Ville.

Il inclura des enseignants-chercheurs titulaires et s'appuiera sur deux masters : le Master 2 « Sociologie, observation et analyse » dirigé par Denis Fleurdorge, Maître de conférence HDR et le Master 2 « Intermédiation et développement social » dirigé par Olivier Noël, Maître de Conférences associé.

Le groupe sera piloté par un ingénieur de recherche, coordinateur à mi-temps, qui assurera, avec la Direction de la Cohésion Sociale de la Ville de Montpellier la mise en œuvre concrète des recherches et l'encadrement des stagiaires affectés à la partie opérationnelle de la démarche de recherche-action.

La première année de collaboration (2018-2019) permettra d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation :

- Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde;
- Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

Le contrat de collaboration de recherche, annexé à la présente délibération, définit les modalités et conditions dans lesquelles seront exécutées les missions de recherche de novembre 2018 à septembre 2019.

Les résultats de ces recherches permettront aux acteurs publics de développer sur le territoire les formations, les outils et les actions susceptibles de faire régresser les discriminations ciblées.

Les coûts de cette première année de fonctionnement (participation de la Ville au groupe de recherche à hauteur de 25317,60€ et les formations, les outils et les actions estimées à 5382,40€), seront imputés au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 934.

Ces nouvelles actions bénéficient en 2018 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2018 pour un montant de 30700 €, car elles répondent pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de collaboration de recherche annexé à la présente délibération, portant sur la création d'un groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 25317,60€ ;
- dire que les crédits de 30 700€ sont inscrits au budget 2018 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée aux Affaires Sociales, Madame Annie YAGUE, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Approbation des conventions de partenariat ' Politique de la Ville et Solidarité ' entre la Ville de Montpellier, Enedis direction Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissements Languedoc-Roussillon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé en en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

Par délibération en date du 25 janvier 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'avenant n°4 à la convention qui prévoit, au titre de son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité », qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets fermé 2018 du Contrat de Ville (sous réserve de bilan intermédiaire 2017 positif). Elles se déclinent comme suit :

- **La réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.**

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 10 jours chacune.

Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En terme de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme

Délibération n°V2018-395

prioritaires par la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Il sera réalisé prioritairement des couches de propreté et ponctuellement des fresques (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille).

Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et Enedis Direction Hérault et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain, animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie, animée par Enedis ;
- prévention des addictions, animé par la Ville de Montpellier ;
- code de la route et savoir vivre ensemble, animé par la Maison de la sécurité routière.

Un atelier complémentaire sera proposé par Le Passe Muraille aux jeunes afin qu'ils se familiarisent avec les outils bureautiques et numériques. Les jeunes produiront avec leur encadrant un powerpoint, synthèse illustrée de photos de leur chantier.

L'objectif de ces chantiers est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences. Ils bénéficient par ailleurs d'une allocation de 300 euros pour accompagner un projet personnalisé facilitant leur insertion.

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de subventionner ce projet à hauteur respectivement de 8 000 € et 19 000 €.

▪ **La mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat avec l'Association Nationale des Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR (ANCB Ets LR).**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'ANCB propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- un outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements.

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de subventionner ce projet à hauteur respectivement de 4 500 € et 8 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver les conventions de partenariat annexées à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'Association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens et entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat.
- d'autoriser l'attribution de la somme de 12 500 € par la Ville de Montpellier selon les modalités

Délibération n°V2018-395

suivantes :

- 8 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille ;
- 4 500 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes :
 - 19 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille ;
 - 8 000 € au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat ;
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par Enedis Direction Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1. Convention2018_Enedis_Ville.docx
- 2. Convention2018_Enedis_Ville PasseMuraille.docx
- 3. Convention2018_Enedis_Ville_Compagnons bâtisseurs LR.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Exposition d'ici ou d'ailleurs Les peintures numériques de Philippe MARTIN

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le parc de Lunaret, soucieux de faire découvrir la diversité du monde vivant, souhaite montrer que les espèces de notre région peuvent être aussi étonnantes que les espèces exotiques. Celles-ci méritent autant d'intérêt, de respect et de bienveillance que les espèces "lointaines".

Le parc de Lunaret présentera, du 07 novembre 2018 au 04 mars 2019, une exposition de peintures numériques de Philippe Martin.

Naturaliste, plongeur, enseignant en écologie, illustrateur, auteur- depuis des décennies Philippe Martin explore, dessine, photographie et transmet son immense connaissance de la nature qu'elle soit d'ici ou d'ailleurs.

Illustrateur naturaliste avant de devenir photographe, Philippe Martin a édité de nombreux guides naturalistes qui ont reçu différents prix. Depuis plusieurs années, il est connu pour ses images réalisées en "Hyper nature" qu'il qualifie de véritables "peintures numériques".

L'incroyable niveau de détail des images de cette exposition est obtenu par l'emploi de la technique photographique du "focus stacking" ou "hyper focus". Chaque image présentée est issue de la superposition de plusieurs dizaines de photographies réalisées à des profondeurs de champ différentes. Sur chacun de ces

Délibération n°V2018-396

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat d'exposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-396

clichés, seule une toute petite zone est nette.

L'empilement numérique de ces zones nettes permet de créer une image composite hyperréaliste avec un niveau de détail impossible à atteindre avec une simple photo.

L'exposition proposée, composée de 30 bâches, présentera sous la forme d'un jeu, des images d'espèces locales en miroir avec des espèces exotiques. Le public devra retrouver lesquelles sont de notre région, lesquelles proviennent d'autres régions de France ou du monde. Un livret jeu de l'exposition sera distribué gratuitement.

L'étonnante qualité des œuvres de Philippe Martin a déjà rencontré un franc succès auprès du public lors de son exposition sur les grilles du jardin du Luxembourg.

A ce titre, dans le cadre d'une convention de partenariat, l'association Matorral, représentée par Monsieur Philippe MARTIN, fournit gratuitement à la Ville de Montpellier aux seules fins de cette exposition les fichiers numériques nécessaires à la réalisation de 30 bâches PVC.

Le photographe, titulaire des droits d'auteur, cèdera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville.

En contrepartie, la Ville prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (cartons d'invitation, site internet, réseaux sociaux, flyers...) et s'engage à faire figurer le logo du photographe, Philippe MARTIN sur ses supports.

La Ville se charge de l'installation des bâches. Les coûts de réalisation des maquettes et les coûts d'impression à la charge de la Ville sont estimés à 400 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat d'exposition avec Philippe MARTIN, photographe, naturaliste tel que joint en annexe ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 (fonctionnement) et 903 (investissement) ;
- D'autoriser la signature dudit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire par Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Création d'un marché de plein air Marché aux Plants et aux Fleurs des Arceaux Horticulteurs - Fleuristes - Pépiniéristes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite créer un marché de plein air aux Arceaux, dédié aux fleurs et aux plantes.

Ce marché complètera l'offre commerciale existante le mardi sur l'Espace Mosson et créera un nouveau lieu de vie et de rencontre sur le quartier des Arceaux.

Le boulevard des Arceaux présente plusieurs caractéristiques favorables pour y implanter ce marché :

- Une superficie adaptée ;
- Un flux piétonnier important ;
- Une proximité avec l'écusson et le centre historique.

Après consultation des professionnels, le marché pourrait se tenir le vendredi et est susceptible d'accueillir une cinquantaine d'exposants.

L'ouverture du marché aux fleurs et aux plants des Arceaux pourrait intervenir à compter de décembre 2018.

La Commission Municipale des Marchés réunie en séance le 17 septembre 2018, a émis un avis favorable à

Délibération n°V2018-397

cette création.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- De valider la création d'un marché aux fleurs et aux plantes sur le boulevard des Arceaux ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma Conventions avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération V2017-449 du 21 décembre 2017, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 17 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

Ce dispositif permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Le théâtre Jean Vilar et le cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif depuis plusieurs années.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au théâtre Jean Vilar au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5€, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50€.

Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier de places de cinéma au tarif préférentiel de 4.50€ (contre 5€ pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant en charge la différence de 0.60€.

Délibération n°V2018-398

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointes en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2018-2019 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2019 ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Maud BODKIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Jérémie MALEK.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention cinéma

- convention théâtre

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Mise en œuvre d'une convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole : gestion des archives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2006/12 du 30 mars 2006, la Commune de Montpellier a signé avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier une convention d'assistance scientifique et technique pour le traitement et l'exploitation des archives de la Communauté d'Agglomération pour une durée de 3 ans.

Cette convention a été renouvelée dans les mêmes termes par délibération n°2009/351 du 27 juillet 2009, n°2012/292 du 25 juin 2012 et n°2015/233 du 18 juin 2015.

La convention étant arrivée à son terme, les deux parties souhaitent la renouveler en apportant les modifications nécessaires aux nouveaux besoins des deux entités liés à la mutualisation des services et aux transferts de compétences entre la Commune de Montpellier et la Métropole.

La nouvelle convention est proposée pour un an renouvelable, par tacite reconduction.

Elle est présentée aux Comités Techniques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole les 11 septembre et 15 octobre 2018.

Les missions d'assistance relevant de la présente convention seront assurées par des agents des Archives

Délibération n°V2018-399

municipales à hauteur de 10 % de leur temps de travail. Elles sont suivies et programmées par l'équipe d'encadrement du pôle archives contemporaines Ville – Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des archives ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention afférente entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, telle que présentée en annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de gestion

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des

Délibération n°V2018-400

projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 7 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 16 300 € au titre de l'exercice 2018.

1) Attribution de subventions

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
1281	KAINA	Projet	4 000
	LIVRE		
3022	REVUE SOUFFLES – LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement	1 000
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	Fonctionnement	900
	PATRIMOINE		
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Projet 1	2 500
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Projet 2	2 500
	PLURIDISCIPLINES		
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Fonctionnement	900
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	1 000
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Projet	3 000
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	Fonctionnement	500
	TOTAL		16 300

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 65748, fonction 933.

2) Annulation de subvention

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2017/449, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 500 € à l'association Squeeze pour la réalisation du projet « Zone d'autonomie littéraire ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 65748 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 16 300€ ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver l'annulation d'une subvention pour un montant de 2 500€ ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-400

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type 2018.pdf
- Convention Fonctionnement 2018.pdf
- Convention Projet 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat avec la société Endemolshine Productions relative à l'émission "Prodiges"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La société Endemolshine Production a pour principale activité la création, la production et la distribution de programmes audiovisuels variés (télé-réalité, jeux, divertissements, magazines, fictions, documentaires), ainsi que de contenus numériques destinés aux nouveaux médias.

Elle produit notamment, pour le groupe France Télévision, un divertissement intitulé « Les Prodiges », qui consiste en une compétition opposant de jeunes virtuoses âgés de 16 ans et moins dans l'exercice de leurs disciplines classiques (danse, chant et musique). Ces jeunes artistes, accompagnés d'un orchestre philharmonique, de choristes et d'un ballet classique, concourent ainsi pour remporter le titre de « Prodige de l'année », attribué par un jury composé de professionnels reconnus.

Dans le cadre de l'organisation de la 5^{ème} saison de l'émission, Endemolshine Production a sollicité la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, qui ont souhaité répondre favorablement et soutenir le tournage de ce programme sur leurs territoires. Sa diffusion est prévue en décembre 2018.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra ainsi à disposition de la société de production le site du Zénith, et des salles de l'Opéra, du Corum et de l'espace Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional. Ce dernier ainsi que l'Opéra Orchestre National de Montpellier seront parties prenantes dans la préparation et le tournage de l'émission, et le bureau d'accueil des tournages y sera également associé pour l'organisation des

Délibération n°V2018-401

prises de vue des portraits des jeunes « prodiges » dans la ville.

Pour sa part, la société Endemolshine Production organisera le tournage et prendra à sa charge l'ensemble des dépenses liées à la production du programme.

La diffusion de cette émission, qui réunit un public large et familial, participera de la mise en valeur de l'image de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole et de la promotion de leurs territoires à l'échelle nationale. Elle témoignera également de leur engagement dans une politique de démocratisation culturelle et de promotion de l'art lyrique et de la musique classique auprès du plus grand nombre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la société Endemolshine Production relative à l'émission « Les Prodiges » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention suscitée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M

Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat

Madame l'Adjointe déléguée à la Culture, Isabelle MARSALA, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives Départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives Municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à 800 000 €.

Délibération n°V2018-402

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Depuis fin 2016, l'ensemble du site fait l'objet d'une occupation illicite, occupation qui a fait l'objet d'une demande d'expulsion engagée par la Ville en mars 2017 ; la décision du Tribunal administratif est intervenue le 12 juillet 2018, celui-ci a ordonné l'expulsion des occupants et leur a octroyé un délai de deux mois. La reprise des études pourra donc intervenir fin septembre 2018.

Compte tenu de ces éléments, un avenant n°3 doit être approuvé pour ajuster le programme en fonction des dégradations qui auront été constatées, porter l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., préciser la durée de la convention de mandat et enfin porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Le bilan du CRAC 2017 présente ainsi un écart de + 2985 K€ TTC par rapport au bilan annexé à la convention de mandat modifiée par l'avenant n°2 ; il est arrêté à 10 000 K€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- D'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- D'approuver l'avenant n°3 au mandat précité ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 8 novembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 9 novembre 2018

Délibération n°V2018-402

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2017
- avenant n°3
- détail
- synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181025-55757A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 30/10/18
Réception en Préfecture : 30/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PÉREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique SANTE:

Code	Structure	Type		Montant
578	AVENIR SANTE	Projet	PREVENTION ET REDUCTION DES RISQUES EN MILIEU FESTIF A MONTPELLIER	4 000 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS LE DEPISTAGE	4 000 €

Délibération n°V2018-403

6694	RESEAU LE POIDS DU PARTAGE	Projet	OBJECTIF PREVENTION SANTE	500 €
TOTAL				8 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 8 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

International - Mission Madrid (Espagne) - Participation au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix - Ciudades de Paz du 5 au 9 novembre 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, a reçu en mai 2017 à l'occasion de la Comédie du Livre, Madame Manuela CARMENA, Maire de Madrid.

Suite à ces échanges, l'Ambassade de France en Espagne et la Ville de Madrid sollicitent la participation de Montpellier au Forum sur les violences urbaines et l'éducation pour la cohabitation et la paix, à la séance plénière Violence liée à l'Inégalité Urbaine et l'Espace Public.

La première édition de ce forum en 2017, a vu la participation de plus de 3500 personnes représentantes de 70 pays, des organismes internationaux, des leaders de gouvernements locaux et des organisations sociales. Il a été approuvé « l'Engagement de Madrid Villes de Paix », une déclaration qui a été accueillie par les organismes internationaux du Système des Nations Unies et par les réseaux internationaux des villes, comme CGLU, Organisation des Etats ibéro-américains, UCCI, Mayors for Peace, Metropolis ou Villes éducatrices.

Cette deuxième édition de ce Forum sur les violences urbaines et l'éducation et pour la cohabitation et la paix se tiendra à Madrid dans les installations de Matadero, un espace multiculturel qui accueillera de

Délibération n°V2018-404

nombreuses activités, des forums thématiques, des tables rondes et des représentations de groupes du monde entier, ayant tous un même souhait : construire des villes de bonne entente et de paix.

Cette année le Forum coïncide avec le Conseil Mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et avec le XI Forum Local Ibéro-Américain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à Monsieur le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Madrid en Espagne, du 5 au 9 novembre 2018 ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs ;
- D'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au Forum sur les violences urbaines et l'éducation et la paix, afin de valoriser les actions menées à Montpellier ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut à l'Adjoint délégué de prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville pour un montant maximum de 3 500 euros, chapitre 936.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de répondre à ses besoins en matière de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de ces vêtements et équipements, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Délibération n°V2018-405

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (appel d'offres ouvert).

Cette consultation porte sur l'acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en différents lots.

Cet accord-cadre est décomposé en 5 lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.) :

Lot n°1 Vêtements protocolaires :

Ville de Montpellier pour 50 000 €

Lot n° 2 Vêtements professionnels (dont haute visibilité) :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

Lot n°3 Chaussures de sécurité :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

Lot n°4 Equipement de protection individuelle :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

Lot n° 5 Vêtements de sport :

La Ville de Montpellier ne participe pas à ce lot.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'adhésion à un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à la convention annexée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques, et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- D'autoriser la Ville de Montpellier, dans le cadre dudit groupement de commandes, à participer à l'appel d'offres n°5229MG18 - Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle – lot n°1 Vêtements protocolaires - pour un montant estimatif global de 50 000 € HT par an ;
- D'autoriser, préalablement à la procédure de mise en concurrence, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Délibération n°V2018-405

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention GAO Vêtements professionnels 2019.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Organisme Extérieur - SAEML SOMIMON - Modifications statutaires relatives à l'Objet Social - Principe de prise de participation dans une société commerciale - autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEML SOMIMON au capital de 240 000 euros. Elle détient 8 % du capital, soit 1 200 actions et occupe 1 siège sur 10 au conseil d'administration de la société, dont le poste est occupé en la personne de Brigitte ROUSSEL-GALIANA. La société est présidée par Montpellier Méditerranée Métropole en la personne de Marie-Hélène SANTARELLI.

L'objet social de la SOMIMON consiste essentiellement, d'une part, en la gestion du marché d'intérêt national (M.I.N.), et d'autre part en la réalisation des travaux rendus nécessaires par son évolution, qu'il s'agisse de simple entretien, de renouvellement ou d'extension du patrimoine immobilier.

Délibération n°V2018-406

Le M.I.N. dont la gestion a été déléguée à la SOMIMON, joue un rôle structurant pour son territoire et plus largement à l'échelle du territoire du pôle métropolitain. Il se situe à la convergence de plusieurs politiques publiques clés : politique agroécologique et alimentaire, politique des mobilités et en particulier de logistique urbaine, politique de développement économique, politique d'urbanisme commercial.

Fort de son savoir-faire dans l'organisation des flux de marchandises, la SOMIMON à travers le M.I.N, en tant que Centre de Distribution Urbain à proximité du centre-ville, doit renforcer son activité liée à la problématique du dernier kilomètre, en partenariat avec des acteurs qui disposent de cette expertise.

Le Conseil d'Administration de la SOMIMON en date du 25 septembre 2018, a acté la convocation d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet de voter la modification des statuts de la société relative à l'objet social.

Cette modification consiste à ouvrir l'objet de la société à la réalisation de solutions de logistiques urbaines innovantes et de créer de véritables synergies avec des sociétés spécialistes de la logistique en vue de construire une filière logistique innovante (économique, sociale, environnementale).

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SAEML SOMIMON en vertu de l'article 2 des statuts serait ainsi modifié, par ajout des alinéas 6 et 7 ci-dessous exposés :

« La Société a pour objet :

- d'exploiter le marché d'intérêt national de Montpellier conformément aux dispositions des articles L 761-1 et suivants du code de commerce ;*
- de réaliser la construction de tous édifices et installations considérés comme l'accessoire de ce marché ;*
- de gérer et de louer, mettre à disposition, tout bâtiment à usage administratif, bureaux et activités économiques diverses, magasins, entrepôts généraux et frigorifiques, stations-services, cafés, restaurants, aires, voies d'accès parking, quais d'embarquement SNCF ou autres ;*
- la gestion de stocks et produits alimentaires, viticoles ou autres ;*
- l'organisation de salons, foires ou expositions concernant des produits agroalimentaires ou de toute nature ;*
- d'assurer, en qualité de commissionnaire de transport : la collecte, le transport sous toutes ces formes et la livraison de tous colis et palettes et autres envois dans les conditions légales et réglementaires applicables ;*
- d'assurer réception, stockage de marchandises, préparation de commandes ;*
- d'assurer étude, réalisation, exploitation, maintenance, gestion et promotion de tout système, réseau, équipement ou service ;*
- et plus généralement d'assurer toutes opérations civiles, commerciales, financières et industrielles à destination de professionnels ou des particuliers, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales.*

La Société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui ; elle pourra en particulier réaliser ces activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies aux articles L.1523-2 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de service, d'affermage ou de délégation de service

Délibération n°V2018-406

public. »

Concomitamment à la modification statutaire susvisée, le conseil d'administration de la SAEML SOMIMON en date du 25 septembre 2018, a proposé le principe de prise de participation au capital de la société commerciale par action simplifiée, la SAS EVOL à hauteur de 9% du capital social.

En effet, l'objet social de la société EVOL Montpellier consiste à :

« Assurer, en qualité de commissionnaire de transport, la collecte, le transport sous toutes ces formes et la livraison de tous colis et autres envois dans les conditions légales et réglementaires applicables. La réception, le stockage de marchandises, la préparation de commandes ;

L'étude, la réalisation, l'exploitation, la maintenance, la gestion et la promotion de tout système, réseau, équipement ou service ;

Et plus généralement d'assurer toutes opérations civiles, commerciales, financières et industrielles à destination de professionnels ou des particuliers, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède, ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales. »

A travers cette opportunité, la SOMIMON souhaite mener une réelle synergie avec cette filiale de La Poste, pour créer un service de mutualisation de logistique urbaine, alimentaire et non alimentaire sur le territoire métropolitain, dont les modalités restent à définir, et dans un objectif de développement durable. La SOMIMON pourra proposer des services complémentaires allant dans ce sens (logistique du dernier kilomètre, mutualisation des flux, transport décarboné, etc.) dans une approche globale et intégrée, favorisant l'intermodalité notamment ferroviaire.

Actuellement composé d'un actionnaire unique, EVOL Montpellier, au capital aujourd'hui de 15 000 euros, a engagé un projet de développement de la société. Elle propose une gouvernance partagée avec 9 sièges au total, composée d'acteurs nationaux à hauteur de 69 % du capital et de partenaires locaux de 31 % du capital.

Il est ainsi proposé l'acquisition par la SOMIMON de 900 actions d'une valeur de 100 euros chacune, soit un montant total de 90 000 euros.

La prise de participation financière permettrait ainsi à la SOMIMON de détenir 9 % des parts sociales, et 1 siège en tant que représentant au sein du Conseil d'Administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires de la SOMIMON relatives à l'objet social;
- D'autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société SOMIMON, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à voter en faveur de ces modifications ;
- D'approuver le principe de prise de participation de la SAEML SOMIMON dans la filiale SAS Evol Montpellier, à hauteur de 9% du capital soit 90 000 € ;
- D'autoriser Madame ROUSSEL-GALIANA, en tant que représentante de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'Administration de la SOMIMON, à voter en faveur de cette prise de participation lors d'un prochain Conseil d'Administration de la société ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-406

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Proposition de modification statutaire
- Statuts

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite aux dernières modifications de délégations consenties aux conseillers et aux Adjoints, à l'entrée de nouveaux élus au sein du Conseil municipal, et à la création de nouveaux groupes scolaires, il est proposé de modifier la représentation du Conseil municipal auprès des organismes suivants :

- L'Université Montpellier III – Conseil d'administration, en tant que représentant suppléant ;
- L'UFR Droit, en tant que représentant suppléant ;
- L'école maternelle Aliénor d'Aquitaine (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême),
- L'école élémentaire Pierre de Ronsard (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême),
- L'école primaire Germaine Richier,
- Le collège Escholiers de la Mosson ;
- Le collège Les Garrigues ;
- Le collège François Rabelais ;
- Le lycée Jules Guesde ;
- Le CFA Pierre de Villeneuve ;
- Le lycée Jean Monnet ;
- L'école privée Sainte-Emilie ;
- Le lycée privé Saint-Joseph.

Délibération n°V2018-407

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée, conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- De procéder à la désignation des représentants de la Ville au sein de ces organismes et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus :

- **L'Université Montpellier III – Conseil d'administration** : Daniel BOULET

Les représentants au sein de l'Université Montpellier III sont désormais : Guy BARRAL (titulaire) et Daniel BOULET (suppléant).

- **L'UFR Droit** : Daniel BOULET

Les représentants au sein de l'UFR Droit sont désormais : Nicole LIZA (titulaire) et Daniel BOULET (suppléant).

- **L'école maternelle Aliénor d'Aquitaine (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême)** : Sophia AYACHE (unique représentante)

- **L'école élémentaire Pierre de Ronsard (groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême)** : Sophia AYACHE (unique représentante)

- **L'école primaire Germaine Richier** : Sophia AYACHE (unique représentante)

- **Le collège Escholiers de la Mosson** : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du collège les Escholiers de la Mosson sont désormais : Rabii YOUSSEF (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

- **Le collège Les Garrigues** : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du collège les Garrigues sont désormais : Jean-Luc COUSQUER (titulaire) et Samira SALOMON (suppléante).

- **Le collège François Rabelais** : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du collège François Rabelais sont désormais : Jean-Luc COUSQUER (titulaire) et Patrick RIVAS (suppléant).

- **Le lycée Jules Guesde** : Nicole LIZA

Les représentants au sein du lycée Jules Guesde sont désormais : Nicole LIZA (titulaire) et Abdi EL KANDOUSSI (suppléant).

- **Le CFA Pierre de Villeneuve** : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du CFA Pierre de Villeneuve sont désormais : Chantal LEVY-RAMEAU

Délibération n°V2018-407

(titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

- **Le lycée Jean Monnet** : Jean-Luc COUSQUER

Les représentants au sein du lycée Jean Monnet sont désormais : Chantal LEVY-RAMEAU (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

- **L'école privée Sainte-Emilie** : Sophia AYACHE (unique représentante)

- **Le lycée privé Saint-Joseph** : Nicole LIZA (unique représentante)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy Mandat Ville de Montpellier/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) Avenant n° 1

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à des demandes d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028, en date du 29 janvier 2016.

Dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réalisation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, confié à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, dans le cadre d'un mandat de réalisation, entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

Délibération n°V2018-408

Le programme initial de l'opération comprend :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie ;
- Les travaux d'aménagement pour le déménagement de la mission Grand Cœur.

Ce programme a connu une évolution en 2017 : le déménagement de la Mission Grand Cœur n'ayant pu être réalisé, il a été décidé d'implanter l'Espace Jeunesse en ses lieux et place.

En conséquence, au cours de l'année 2017, les travaux sur les ascenseurs et le Service Espace Jeunesse ont été menés dans le cadre du budget initial. Les études nécessaires à la bonne définition des travaux de réseaux de chaud et de froid, travaux devant être effectués en site occupé, ont été effectuées.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 70 000 € HT (84 000 € TTC) correspondant aux études et travaux précédemment cités ainsi que la rémunération du mandataire.

Concernant les travaux d'amélioration des réseaux, ils se sont révélés d'une complexité particulière et la solution technique retenue a dû concilier le meilleur rapport entre le coût, le planning et la donnée de site occupé. Ces problématiques ont été traitées pour les étages du R+2 au R+5.

En conséquence, les travaux sur les réseaux ont été positionnés de façon prioritaire en 2018 et les travaux sur la sous-station en 2019.

L'ensemble de ces contraintes nécessite d'augmenter l'enveloppe travaux de 171 000 € HT (205 200 € TTC) et de prévoir la part de rémunération correspondante pour le mandataire, soit 10 000 € HT. Cet ajustement fait l'objet de l'avenant n° 1 joint en annexe.

Au 31 décembre 2017, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 992 500 € HT (1 191 000 € TTC) soit une augmentation de 180 834 € HT (217 000 € TTC) correspondant notamment à la réalisation des travaux sur la sous-station y compris la rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- D'approuver l'avenant n°1 qui fixe le nouveau montant de la rémunération du mandataire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

Délibération n°V2018-408

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- mandat AHDV CRAC 2017.pdf
- Mandat AHDV Avenant N°1.pdf
- Mandat AHDV Bilan financier 2017.pdf
- Mandat AHDV synthèse financière 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Contrat de mandat public Compte rendu annuel à la collectivité (CRAC exercice 2017) Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants Avenant n° 2 au mandat

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Les nouvelles halles Laissac sont un élément important de la stratégie commerciale mise en œuvre en cœur de ville, en cohérence avec les travaux de la Grand 'Rue Jean Moulin en cours, le boulevard du Jeu de Paume renouvelé ou encore la rue du faubourg du Courreau récemment inaugurée. Cet équipement structurant est conçu comme le véritable pivot d'un circuit commercial, dans ce secteur en plein renouveau. Il contribue à l'attractivité du centre-ville, centre de la Métropole : entre la gare, le futur MoCo - Montpellier Contemporain - les faubourgs à la vie de quartier intense, et l'Écusson au patrimoine architectural emblématique.

Cette opération comprend les travaux de construction des nouvelles halles en coordination avec l'aménagement des espaces publics alentours.

Par délibération n° 2016/6 en date du 28 janvier 2016, il a été approuvé la signature d'une convention entre la Métropole et la Ville de Montpellier confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la

Délibération n°V2018-409

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Texte CRAC
- Avenant n°2
- Tableau financier : synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Délibération n°V2018-409

Commune.

Par délibération n°2016/0448 du 16/12/2016 du Conseil municipal un mandat a été confié à la SA3M pour une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée, pour un montant de 9 376 000 €.

Fin 2016, le bilan approuvé était inchangé.

L'avenant n°1 (DCM du 3 novembre 2017), a modifié les modalités de financement et de règlement des dépenses engagées par la SA3M au nom et pour le compte du mandant.

En 2017, le chantier s'est déroulé conformément au planning pour une ouverture des halles en décembre 2018.

Fin 2017, le total du bilan est ajusté à 9 352 000 € TTC en raison d'une correction de calcul de la rémunération du mandataire. Le remboursement de la Ville est ajusté proportionnellement à ce montant.

Les avances de la collectivité restent inchangées avec un total de 1 300 000 € (hors TVA) sur 3 ans.

Outre la correction de la rémunération du mandataire précisée ci-dessus, une faute de frappe relative à la date de livraison de l'opération est corrigée (1^{er} trimestre 2019 au lieu du 1^{er} trimestre 2018).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Halles Laissac » établi au 31 décembre 2017, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 au mandat public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Harmonisation des conventions de services communs - autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche d'harmonisation des conventions de services communs selon un même modèle défini conjointement respectivement par délibérations n°M2018-483 en date du 20 septembre 2018 et n°V2018-351 en date du 27 septembre 2018.

Ce modèle permet de clarifier les mécanismes financiers et d'harmoniser la définition des clefs de ventilation, comme cela avait été relevé lors du bilan du schéma de mutualisation 2017.

La composition actuelle des services communs n'est pas modifiée par la présente harmonisation des formes de conventions.

Afin de poursuivre cette démarche, il est proposé d'harmoniser les conventions de services communs de la Direction de la Communication, de la Direction des Relations Presse et de la Direction de la Culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à jour des conventions de services communs selon un même modèle ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer les conventions de services communs afférentes telles que présentées en annexe et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-410

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Service commun - Communication
- Service commun - Relations presse
- Service commun - Culture

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la convention de service commun de Pôle Ressources Humaines et relations Sociales - Modification - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations. Elles ont notamment mutualisé leur fonction ressources humaines au sein d'un pôle Ressources Humaines et Relations Sociales commun aux deux collectivités et géré par Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibérations du 29 et du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont respectivement approuvé la création d'un service commun de pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

Les modalités de cette mutualisation ont été consignées dans une convention, en vertu de laquelle le pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est géré par Montpellier Méditerranée Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier. Cette convention a été adaptée par les

Délibération n°V2018-411

délibérations métropolitaine et municipale des 20 et 27 septembre 2018.

Il est proposé d'élargir cette mise en commun en y intégrant un poste de Coordinatrice administrative - assistante du Directeur de pôle. L'avenant proposé prend acte de cet élargissement. Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

La clef de répartition des dépenses entre la Ville et la Métropole reste inchangée par cette évolution des masses salariales prises en compte pour son calcul.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis de l'agent concerné.

La Commission Administrative Paritaire de la catégorie et de la collectivité d'origine de l'agent concerné est également saisie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification apportée au service commun de pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- De dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relais

Monsieur le Conseiller municipal délégué aux Ressources humaines, Abdi EL KANDOSSI, rapporte :

Par convention signée le 28 avril 2000, a été créée, une Maison de la Justice et du Droit (MJD), quartier Mosson, sur le territoire de Montpellier avec les partenaires suivants : le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Maire de la Ville de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Montpellier, le Directeur territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault, le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Département de l'Hérault, le Directeur de Greffe du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président de l'Association Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault, association œuvrant dans le domaine de l'accès au droit.

Cette Maison de la Justice et du Droit a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes ainsi qu'à l'accès au droit. Des mesures alternatives de traitement pénale et des actions visant à la résolution amiable des litiges peuvent également y être exercées.

Cette mission d'accueil, d'aide et d'information du justiciable ainsi que les actions tendant à la résolution amiable des litiges, visent à offrir aux habitants de Montpellier et du territoire nord Métropolitain, en particulier aux plus démunis d'entre eux, les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et judiciaires, leurs faciliter l'accès au droit et à leur apporter un soutien matériel, moral et juridique immédiat.

Délibération n°V2018-412

Afin de valoriser ce dispositif, de donner accès au plus grand nombre tout en facilitant la desserte par le réseau des transports en commun, mais aussi de garantir la confidentialité des usagers, la Maison de la Justice et du Droit a été déplacée dans le quartier de Celleneuve par approbation du Conseil Municipal du 23 juillet 2015.

Au fonctionnement de cette structure, un poste d'agent d'accueil et de médiation a été financé dans le cadre d'une convention « Contrat Adultes Relais » avec les services de l'Etat pour une période de 3 ans ; celui-ci arrivant à terme au 30 novembre 2018.

Il convient dès lors de renouveler cette convention pour une durée de 3 ans renouvelable et de permettre le recrutement d'un agent d'accueil et de médiation, auprès du service du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, qui participera plus particulièrement aux missions d'accueil de cette Maison de la Justice et du Droit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la demande de conventionnement adultes relais afférente ;
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville, chapitre 931.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Lorraine ACQUIER, M. Rémi ASSIE, M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Jérémie MALEK, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 30 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Demande de renouvellement fait part le CLSPD et adressée à la DDPS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) relative à l'organisation des élections professionnelles 2018 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le jeudi 6 décembre 2018, les agents de la Ville de Montpellier sont appelés à voter pour désigner leurs représentants au sein du Comité Technique, des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires.

Le COSC de la Ville de Montpellier est concerné par les élections professionnelles conformément aux dispositions des statuts adoptés en assemblée générale et notamment son article 9. La présente convention de partenariat a pour objet de formaliser les moyens qui sont mis à disposition du COSC dans le cadre des élections professionnelles organisées par la Ville de Montpellier.

Elle définit par ailleurs les conditions dans lesquelles les parties souhaitent collaborer ainsi que les droits et obligations qui en découlent pour chacune d'elles.

Le Comité Technique du 15 octobre 2018 a émis un avis favorable.

Délibération n°V2018-413

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles – COSC ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2018, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Gérard CASTRE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention
- Statuts COSC
- Projet protocole accord

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Modification du tableau des effectifs de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes :

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : création de trois postes

Filière Sociale :

ATSEM principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

II - Suppressions de postes : conformément aux avis des Comités Techniques du 9 juillet 2018 et du 15 Octobre 2018 :

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression de neuf postes

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de huit postes

Délibération n°V2018-414

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : suppression de quatre postes
Rédacteur : suppression de deux postes
Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste
Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression de trois postes
Attaché : suppression de douze postes
Attaché principal : suppression de trois postes

Filière Technique :

Adjoint technique : suppression de quatre postes

Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression d'un poste

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, en accord avec les avis des Comités Techniques, d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 25 octobre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 27 septembre 2018

Voir procès-verbal du Conseil municipal du 27 septembre 2018 ci-joint.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Délibération n°V2018-415

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV CM 27 Septembre 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
I. <u>Patrimoine et domanialité</u> 1. Propriétés communales 4. Louage de choses 8. Dons et legs 9. Aliénation de biens immobiliers			
VD2018-369	Cession et Réforme de matériels	Octobre Tome I	2018/2166
VD2018-374	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix les 25 septembre, 2 et 9 Octobre Tome I 2018	Octobre Tome I	2018/2170
VD2018-397	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 Octobre Tome I 2018	Octobre Tome I	2018/2185
VD2018-405	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 20 Octobre Tome I de 14h à 19h et le 21 Octobre Tome I de 10h à 18h30	Octobre Tome I	2018/2187
VD2018-406	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association FIAMMI MUSICALI les 7 Octobre Tome I 2018, 11 Novembre Tome I, 15 et 16 décembre 2018, et 6 janvier, 10 Février Tome I, 6 et 7 avril, 12 mai, 15 et 16 juin 2019	Octobre Tome I	2018/2188
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
II. <u>Urbanisme</u> 11. Estimations des services fiscaux expropriations 13. Reprises d'alignement – document d'urbanisme 14 et 20. Droits de préemption 17. Avis pour établissement public foncier local 18. Participation constructeur pour ZAC 21. Droits de priorité			

VD2018-291	Réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage - Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole	Octobre Tome I	2018/2132
VD2018-380	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété DUMAS 2743 route de Mende - Exercice du droit de préemption	Octobre Tome I	2018/2177
VD2018-469	DROIT DE PREEMPTION Espaces Naturels Sensibles du Département - Propriété CRASSOUS - 1154 avenue de Saint Maur - Abrogation de la décision de préemption	Décembre Tome II	2018/2752
VD2018-485	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Propriété Consorts AVAKIAN - 15-17 Rue du Nord - Parcelles cadastrées IZ 412 et 414 Exercice du droit de préemption	Décembre Tome II	2018/2764
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
III. <u>Commande Publique</u>			
VD2018-238	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de matériel de sport. (7D0026)	Octobre Tome I	2018/2126
VD2018-287	Marché n° 8B0061 - Achat d'espaces dans le Midi-Libre à l'occasion du feu d'artifice du 14 Juillet Tome I	Octobre Tome I	2018/2130
VD2018-336	Marché n° 4D0047 - Missions de Diagnostics - Avenant n°1	Octobre Tome I	2018/2136
VD2018-345	Achat de 5 transporteurs 4x4 thermique diesel pour le zoo de Lunaret	Octobre Tome I	2018/2138
VD2018-349	Marché n° 7B0072 - Construction de l'école priMai Tome I Tome Ire Port Marianne Rive Gauche - Mission de contrôle technique Avenant n°1	Octobre Tome I	2018/2140
VD2018-351	Marché 6D0007 - Achat de Mobilier Scolaire - Avenant n°1 des lots 1 et 2	Octobre Tome I	2018/2142
VD2018-366	Marché n°7B0085 Prestations de façonnage de document divers - Avenant pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société FM Graphic par la SARL FM Graphic)	Octobre Tome I	2018/2160
VD2018-375	Marché n°4B0196 Prestations de Mai Tome I Tome Intenance d'une machine OFFSET RYOBI 524 GX AVENANT pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société ARTECH GRAPHIQUE par la société ARGOS AG)	Octobre Tome I	2018/2171

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-377	Marché n°8B0055 "Achat de Mobilier et d'Equipement de Terrasse des Halles Laissac" - Attribution	Octobre Tome I	2018/2173
VD2018-379	Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour des prestations et des logiciels informatiques - Marché n° 8D0053	Octobre Tome I	2018/2175
VD2018-382	Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises Sainte Eulalie et Saint Matthieu - Attribution des marchés - Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture	Octobre Tome I	2018/2182
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
IV. <u>Contentieux</u> 5. Contrats d'assurance 10. Rémunérations frais juridiques 15. Contentieux 16. Accidents véhicules municipaux			
VD2018-358	CONTENTIEUX - Ville c/ Mr ABDELKADER AMEUR Appel contre le jugement du jugement du 05 Juillet Tome I 2018 - Décision de défendre	Octobre Tome I	2018/2144
VD2018-359	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK (SCCV NOUVEAU ST ROCH) Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0124	Octobre Tome I	2018/2146
VD2018-360	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE DES CARMELITES Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0108 M01	Octobre Tome I	2018/2148
VD2018-361	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ BONNIER Thomas et Stéphanie Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP 34172 17 00919	Octobre Tome I	2018/2150
VD2018-362	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI LES MARQUIS Recours contre le titre n°00300-2018-264-1484 du 12/04/18	Octobre Tome I	2018/2152
VD2018-363	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SAS OCEANIS PROMOTION Recours pour excès de pouvoir contre la délibération du 01 Février Tome I 2018 approuvant la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11	Octobre Tome I	2018/2154

VD2018-364	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ VERNHET Hélène - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18V0011	Octobre Tome I	2018/2156
VD2018-365	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SCI SCALEO - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 15V0267 M01	Octobre Tome I	2018/2158
VD2018-367	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ ANDINAÏK Marie - Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18V0002	Octobre Tome I	2018/2162
VD2018-368	Convention d'occupation de salles - Palais Universitaire Sportif Veyrassi Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier - Saison sportive 2018 - 2019	Octobre Tome I	2018/2164
VD2018-373	Contentieux - Commune de MONTPELLIER c/ SARL FOCH Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 18 00651	Octobre Tome I	2018/2168
VD2018-381	Contentieux - Madame Jennifer ROCHER Contestation relative à son contrat de travail Décision de défendre	Octobre Tome I	2018/2180
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-400	Décision d'ester en justice "Requête n°1804764-8 TA - Société LAQUET - Référé expertise"	Octobre Tome I	2018/2186
VD2018-410	Décision d'ester en justice "Requête n18033926-1TA - Association des riverains de la rue des Carmelites"	Octobre Tome I	2018/2189
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V. <u>Divers</u> 7. Concession de cimetières 12. Créations de classes dans les établissements d'enseignement 22. Diagnostics d'archéologie préventive 23. Renouvellement d'adhésions aux associations			
VD2018-240	Rétrocession de concession cinquantenaire - Acte 41494 - Cimetière Saint Lazare	Octobre Tome I	2018/2128
VD2018-328	Remise en état des concessions en lieu et place des familles - 2018 - MAPA N°8A1777	Octobre Tome I	2018/2134



Conseil municipal du 25 octobre 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N° VD2018-238 - Direction Energie et Moyens Techniques

**Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de matériel de sport.
(7D0026)**

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériel de sport (n°7D0026)" pour le lot n°1 (petit matériel de sport) à la société DECATHLON PRO pour un montant total annuel de commandes estimé à 125 000 € HT, pour le lot n°2 (gros matériel de sport) à la société CASAL SPORT pour un montant total annuel de commandes estimé à 60 000 € HT, pour le lot n°3 (matériel de traçage) à la société SAS TEISSIER pour un montant total annuel de commandes estimé à 6 000 € HT. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de leur notification. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

N° VD2018-240 - Direction des Relations aux Publics

Rétrocession de concession cinquantenaire - Acte 41494 - Cimetière Saint Lazare

Objet : La Ville émet un avis favorable à la requête de M. Michel LEPAGE et Mme Josiane LEPAGE née HERRADA tendant à demander la rétrocession cinquantenaire pour un montant de 2317 € (acte 41494)

N° VD2018-287 - Direction de la Communication

Marché n° 8B0061 - Achat d'espaces dans le Midi-Libre

Objet : La ville de Montpellier souhaite valoriser l'organisation de divers événements.

En conséquence, elle fait appel à Midi-Libre qui est en capacité de toucher le lectorat souhaité.

Le prix global de cette campagne incluant la réalisation, la fabrication et la diffusion de cavalier jaquette dont la parution est prévue le jour J s'élève à 25 248 € HT.

N° VD2018-291 - Direction Sports et Jeunesse

Réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle

Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage

Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : La Ville souhaite donner mandat à la SA3M dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage, afin de faire réaliser le projet de réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMW Freestyle pour un montant de coût opération de 3 990 000 € HT. Le montant de la rémunération forfaitaire provisoire est fixé à 160 000 € HT.

N° VD2018-328 - Direction des Relations aux Publics

Remise en état des concessions en lieu et place des familles - 2018 - MAPA N°8A1777

Objet : Certaines concessions temporaires en pleine terre représentent un danger réel pour les usagers. Sans coordonnées valables pour contacter le concessionnaire ou les ayants-droit, il est nécessaire d'intervenir en lieu et place des familles pour assurer la décence et la sécurité des cimetières de la commune.

L'entreprise attributaire est SAS BDE, domicilié chemin des Amouries à Mireval pour un montant de 20 750 € H.T pour la tranche de travaux prévus de septembre 2018 à fin avril 2019.

N°VD2018-336 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° 4D0047

Missions de Diagnostics

Avenant n°1

Objet : Un marché n° 4D0047 « Missions de Diagnostics » a été lancé sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour un an renouvelable trois fois.

La Société SOCOTEC, dans le cadre de sa réorganisation juridique de ses activités consistant à la filiation de ses divisions opérationnelles, a apporté l'activité « Construction » par voie d'apport partiel d'actif au profit de la Société SOCOTEC CONSTRUCTION, avec effet au 1er juin 2018.

Un avenant n° 1 au marché n° 4D0047 est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de SOCOTEC à SOCOTEC CONSTRUCTION.

N°VD2018-345 - Direction Energie et Moyens Techniques

Achat de 5 transporteurs 4x4 thermique diesel pour le zoo de Lunaret

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0059 "Achat de 5 transporteurs 4X4 thermique diesel pour le zoo de Lunaret" à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant total de 71 500 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour un délai de livraison maximum de 2 mois à compter de sa notification.

N°VD2018-349 - Direction de l'Education

Marché n° 7B0072

Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche

Mission de contrôle technique

Avenant n°1

Objet : Dans le cadre de la construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche, une mission de contrôle technique a été nécessaire. Pour cela, un marché ordinaire a été lancé d'une durée de 51 mois.

Le titulaire du marché, la société Socotec, se voit dans le cadre de sa réorganisation juridique de ses activités, apporter l'activité « CONSTRUCTION » par voie d'apport partiel d'actif au profit de la Société Socotec Construction.

Il est donc nécessaire de signer l'avenant correspondant.

N°VD2018-351 - Direction Travaux et Maintenance

Marché 6D0007

Achat de Mobilier Scolaire

Avenant n°1 des lots 1 et 2

Objet : Prolongation pour une durée de 6 mois du marché concernant le marché d'achat de mobilier scolaire : Lot 1 mobilier scolaire pour les classes maternelles et lot 2 mobilier scolaire pour les classes élémentaires, afin d'assurer des commandes entre le marché actuel et le futur marché pour répondre aux besoins liés à l'augmentation des effectifs dans les écoles de la ville, ainsi qu'aux ainsi qu'aux dédoublements des classes de CP et CE1 se trouvant en REP et REP+.

N°VD2018-358 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

CONTENTIEUX

Ville c/ Mr ABDELKADER AMEUR

Appel contre le jugement du jugement du 05 juillet 2018

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mr ABDELKADER AMEUR

N°VD2018-359 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK (SCCV NOUVEAU ST ROCH)

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0124

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans

l'affaire Ville c/ KOCIAC (SCCV NOUVEAU ST ROCH)

N°VD2018-360 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE DES CARMELITES

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0108 M01

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE DES CARMELITES

N°VD2018-361 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ BONNIER Thomas et Stéphanie

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° DP 34172 17 00919

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/BONNIER Thomas et Stéphanie

N°VD2018-362 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SCI LES MARQUIS

Recours contre le titre n°00300-2018-264-1484 du 12/04/18

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI LES MARQUIS

N°VD2018-363 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SAS OCEANIS PROMOTION

Recours pour excès de pouvoir contre la délibération du 01 février 2018 approuvant la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS OCEANIS PROMOTION

N°VD2018-364 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ VERNHET Hélène

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18V0011

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VERNHET Hélène

N°VD2018-365 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SCI SCALEO

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 15V0267 M01

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI SCALEO

N°VD2018-366 - Direction Energie et Moyens Techniques

Marché n°7B0085 Prestations de façonnage de document divers

Avenant pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société FM Graphic par la SARL FM Graphic)

Objet : Marché n°7B0085 Prestations de façonnage de document divers

Avenant à l'Accord Cadre pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société FM Graphic par la SARL FM Graphic)

N°VD2018-367 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ ANDINAÏK Marie

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18V0002

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ANDINAÏK Marie

N°VD2018-368 - Direction Sports et Jeunesse

Convention d'occupation de salles

Palais Universitaire Sportif Veyrassi

Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier

Saison sportive 2018 - 2019

Objet : La Ville décide de signer une convention de mise à disposition du Palais Universitaire des Sports Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 10 septembre 2018 au 28 juin 2019, pour un montant de 17 376.72 € T.T.C.

N°VD2018-369 - Direction Energie et Moyens Techniques

Cession et Réforme de matériels

Objet : La Commission de Réforme du 20 septembre 2018 de la Ville de Montpellier décide ;

- de céder du matériel informatique et hifi du Service des Archives de la DCP par l'organisme AGORA STORE ;
- de réformer du matériel Informatique de la DSI par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- de réformer du matériel du Service Surveillance de la Voie Publique de la DSTP par une mise au rebut ;
- de réformer du matériel hifi et vidéo du Service Gestionnaire Son et Vidéo de la DPE par l'intermédiaire de l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- de céder du matériel du Service ZOO de LUNARET de la DP de LUNARET par l'organisme AGORA STORE.

N°VD2018-373 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ SARL FOCH

Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 18 00651

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL FOCH

N°VD2018-374 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix les 25 septembre, 2 et 9 octobre 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix les 25 septembre, 2 et 9 octobre 2018 contre redevance de 90 €

N°VD2018-375 - Direction Energie et Moyens Techniques

Marché n°4B0196 Prestations de maintenance d'une machine OFFSET RYOBI 524 GX

AVENANT pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société ARTECH GRAPHIQUE par la société ARGOS AG)

Objet : Marché n°4B0196 Prestations de maintenance d'une machine OFFSET RYOBI 524 GX

AVENANT au marché pour transfert de raison sociale (Acquisition de la société ARTECH GRAPHIQUE par la société ARGOS AG)

N°VD2018-377 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n°8B0055 "Achat de Mobilier et d'Equipement de Terrasse des Halles Laissac" - Attribution

Objet : Afin de prévoir l'Aménagement et l'équipement des Halles Laissac avant sa mise en service, la Ville

de Montpellier souhaite acquérir du mobilier et des équipements de terrasses :

- Mobilier intérieur
- Mobilier extérieur et équipement de terrasse

Cet accord-cadre à bons de commande est attribué à la société les Usines Réunies pour un montant estimatif de 49 839,65 € HT.

Le marché est conclu pour une période de 1 an à compter de la notification du marché.

N°VD2018-379 - Direction des Systèmes d'Information

Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour des prestations et des logiciels informatiques - Marché n° 8D0053

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques, l'achat et la mise en œuvre de logiciels standards pour un montant maximum de 300 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision. Marché n° 8D0053

N°VD2018-380 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété DUMAS

2743 route de Mende

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur Daniel DUMAS, un terrain avec une mesure et un garage, situé 2743 route de Mende, cadastré AN 5, pour un montant de 225.000 € plus 16.500 € de commission d'agence

N°VD2018-381 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Contentieux

Madame Jennifer ROCHER

Contestation relative à son contrat de travail

Décision de défendre

Objet : La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Jennifer ROCHER

N°VD2018-382 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises Sainte Eulalie et Saint Matthieu

Attribution des marchés

Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture

Objet : Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises Sainte Eulalie et Saint Matthieu

Attribution des marchés (6 lots), pour un montant global de 49 603.50 euros HT:

Pour le lot 1 (Traitement de conservation de la console du choeur, église Sainte

Eulalie) l'attributaire est l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac pour un montant de 1 535 euros HT ;

Pour le lot 2 (Traitement de conservation de la console de la chapelle des fonts baptismaux, église Sainte Eulalie) l'attributaire est l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac pour un montant de 6 625 euros HT ;

Pour le lot 3 (restauration d'un tableau et de son cadre représentant Sainte Eulalie, église Sainte Eulalie) l'attributaire est l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac pour un montant de 5 763 euros HT ;

Pour le lot 4 (restauration d'un tableau, Sainte Catherine de Sienne recevant les stigmates par Antoine Ranc, Eglise Saint Matthieu) l'attributaire est l'entreprise Reversible SAS, Marina Weissman, 2 bis rue Krüger 84 000 Avignon pour un montant de 12 240.50 euros HT ;

Pour le lot 5 (restauration d'un tableau, Songe de Saint Joseph par Antoine Ranc, église Saint Matthieu) l'attributaire est l'entreprise Toshiro Matsunaga, impasse Milano, île Piot 84 000 Avignon pour un montant de 11 345 euros HT ;

Pour le lot 6 (restauration d'un tableau, Saint Hyacinthe par Antoine Ranc, église Saint Matthieu) l'attributaire est l'entreprise Toshiro Matsunaga, impasse Milano, île Piot 84 000 Avignon pour un

montant de 12 095 euros HT ;

Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture

N°VD2018-397 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018 contre redevance de 15 €

N°VD2018-400 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°1804764-8 TA - Société LAQUET - Référé expertise"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SELARL d'avocats LEGITIMA près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1804764-8 par la société LAQUET le 5 octobre 2018 tendant à la désignation d'un expert pour déterminer l'origine des désordres affectant le gazon synthétique du terrain n°4 du stade de la Mosson.

N°VD2018-405 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 20 octobre de 14h à 19h et le 21 octobre de 10h à 18h30

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 20 octobre de 14h à 19h et le 21 octobre de 10h à 18h30 contre redevance de 90 €

N°VD2018-406 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association FIAMMI MUSICALI les 7 octobre 2018, 11 novembre, 15 et 16 décembre 2018, et 6 janvier, 10 février, 6 et 7 avril, 12 mai, 15 et 16 juin 2019

Objet : Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association FIAMMI MUSICALI les 7 octobre 2018, 11 novembre 2018, 15 et 16 décembre 2018, et 6 janvier, 10 février, 6 et 7 avril, 12 mai, 15 et 16 juin 2019 contre redevance de 330 €

N°VD2018-410 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n18033926-1TA - Association des riverains de la rue des Carmélites"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°18033926-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 août 2018 par l'Association des riverains de la rue des Carmélites contre l'arrêté de permis de construire modificatif n°PC 34172 17 V0108 M01 pris par le Maire de la Ville de Montpellier le 26 juin 2018 au bénéfice de la SCCV THERASIANUM CARMELITES.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de matériel de sport.
(7D0026)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de sport pour les services de la Ville. Ces matériels seront destinés à assurer les animations scolaires et sportives de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n°7D0026 a été lancée, en date du 26 janvier 2018, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché est passé en application de l'article 78 et 80 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum) ;

Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (petit matériel de sport) étaient les suivants : Valeur technique pour 60% et prix des prestations pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 9 juillet 2018, a attribué le lot n°1 à la société DECATHLON PRO, 4 Boulevard de Mons, 59650 VILLENEUVE D'ASQ, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (gros matériel de sport) étaient les suivants : Valeur technique pour 60% et prix des prestations pour 40% ;

Décision n° VD2018-238

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 9 juillet 2018, a attribué le lot n°2 à la société CASAL SPORT, Le Salicorne, 909 avenue des Platanes, 34970 LATTES, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°3 (matériel de traçage) étaient les suivants : Valeur technique pour 60% et prix des prestations pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 9 juillet 2018, a attribué le lot n°3 à la société SAS TEISSIER, ZA de la Barthe, Bât 7, chemin de la Barthe, 34660 CURNONTERRAL, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de matériel de sport (n°7D0026) » pour le lot n°1 (petit matériel de sport) à la société DECATHLON PRO pour un montant total annuel de commandes estimé à 125 000 € HT, pour le lot n°2 (gros matériel de sport) à la société CASAL SPORT pour un montant total annuel de commandes estimé à 60 000 € HT, pour le lot n°3 (matériel de traçage) à la société SAS TEISSIER pour un montant total annuel de commandes estimé à 6 000 € HT. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de leur notification. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 21 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Rétrocession de concession cinquantenaire - Acte 41494 - Cimetière Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe au Maire.

Considérant :

- La demande formulée par Monsieur Michel LEPAGE et Mme Josiane LEPAGE née HERRADA, domiciliés 271 chemin du Lazert, 34800 CANET, concessionnaire de la concession référencée Acte 41494, section AT n° 22 du 5° rang, acquise le 28 novembre 2005, d'une durée de 50 ans, au prix de 2 672 € (1421 € pour le terrain et 1251 € de bâti), tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Que cet emplacement ne leur convenait plus en raison d'un rapprochement familial;
- Qu'à leur demande, il a été mis fin à ce contrat de concession le 01/05/2018 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à leur requête.

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession cinquantenaire au montant de 2317 € (deux mille trois cent dix-sept euros). Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 28/11/2005 pour une durée de 50 ans et pour un montant de 2672 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat du terrain. La somme de 1421 € correspond à 50 ans d'usage, soit 600 mois. Il reste 450 mois à courir, soit $1421/600 \text{ mois} \times 450 = 1066 \text{ €}$; à ce montant est ajouté celui du bâti dans son intégralité, soit $1066 \text{ €} + 1251 \text{ €} = 2317 \text{ €}$ à rembourser ;

Décision n° VD2018-240

- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

24 SEP. 2018
Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 26 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 8B0061 - Achat d'espaces dans le
Midi-Libre à l'occasion du feu d'artifice du 14
juillet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n°2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un marché afin de choisir un prestataire pour la réalisation, la fabrication et la diffusion d'un cavalier jaquette permettant la présentation détaillée du feu d'artifice du 14 juillet ; cette prestation inclut la conception, la réalisation, l'impression ainsi que la diffusion dans un 1^{er} cahier du quotidien Midi Libre, à paraître le 14 juillet 2018 ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société MidiMédia a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° 8B0061 « Achat d'espaces dans Midi-Libre pour la manifestation du 14 juillet » à l'entreprise, pour un montant de 25 248,00 euros HT ;

Décision n° VD2018-287

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville, chapitre 930;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Réhabilitation du Skate-park de Grammont et
installation d'un site de BMX Freestyle
Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage
Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les article L 2133-22 et L 2132-23;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;
- Vu la délibération n° 2009/639 du 14 décembre 2009 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé les status de la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire ;
- Vu l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme.

Considérant :

- Qu'en vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;
- Que dans le cadre de sa compétence « sports », la Ville de Montpellier souhaite réaliser la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle, qui comprend d'une part des aménagements sur une surface d'environ 15 000 m² , dont le programme est détaillé dans l'annexe I de l'avenant, et la construction d'un bâtiment d'environ 180 m² de surface utile.

Décision n° VD2018-291**Décide en conséquence :**

- De conclure une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour faire réaliser la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle, à la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA), dont le siège social est sis en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – CS 39556- 34961 Montpellier Cedex 2 ;
- De donner mandat à la SA3M pour faire procéder en son nom et pour son compte, les études et travaux pour la réalisation de la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle ;
- De dire que le marché prendra effet à compter de la date de notification et s'achèvera à l'achèvement de la mission, soit à l'expiration du délai initial de la garantie de parfait achèvement, pour un montant d'opération provisoire estimé à 3 990 000 € HT et une rémunération forfaitaire provisoire fixée à 160 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 25 SEP. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 27 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Décision n° VD2018-328

Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Remise en état des concessions en lieu et place des
familles - 2018 - MAPA N°8A1777

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe au Maire.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'intervenir en lieu et place des familles afin de remettre en état certaines concessions temporaires en pleine terre pour assurer la décence et la sécurité des cimetières à compter de septembre 2018 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28.1 du code des marchés publics sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes, MAPA N°8A1777, pour la tranche de travaux prévus de septembre 2018 à fin avril 2019 ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 50% :
 - o moyens humains (références, qualifications du personnel)
 - o moyens matériels (matériel de fossoyage, de damage et de transport de terre)
 - Prix : 50 % ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SAS BDE, chemin des Amouries à Mireval, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Remise en état des concessions en lieu et place des familles - 2018 » à l'entreprise SAS BDE pour un montant de 20 750 € H.T pour la tranche de travaux prévus de septembre 2018 à fin avril 2019 ;

Décision n° VD2018-328

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Chapitre 930 ;
- D'autoriser Madame l'Adjointe au Maire ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 27 SEP. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 28 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 4D0047
Missions de Diagnostics
Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Premier Adjoint au Maire, Délégué aux finances ;
- Vu la décision n° 2015/0333 du 18 août 2015 autorisant la signature du marché n° 4D0047 « Missions de Diagnostics » ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché 4D0047 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

Considérant :

- Qu'un marché n° 4D0047 « Missions de Diagnostics » a été lancé ;
- Que par décision n° 2015/0333 du 18 août 2015, le marché a été attribué à la société SOCOTEC - 1140, avenue Albert Einstein – 34000 Montpellier ;
- Que ce marché a été conclu, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour un an renouvelable trois fois ;
- Que la Société SOCOTEC, dans le cadre de la réorganisation juridique de ses activités consistant à la filiation de ses divisions opérationnelles, a apporté l'activité « Construction » par voie d'apport partiel d'actif au profit de la Société SOCOTEC CONSTRUCTION, avec effet au 1^{er} juin 2018 ;
- Qu'un avenant n° 1 au marché n° 4D0047 est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de SOCOTEC à SOCOTEC CONSTRUCTION ;

- Que SOCOTEC CONSTRUCTION s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

Décide en conséquence :

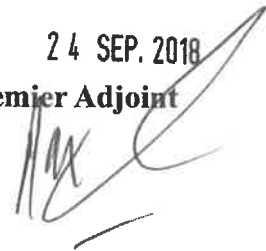
Article 1 : D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 4D0047 ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 1^{er} juin 2018, de ce marché de SOCOTEC à SOCOTEC CONSTRUCTION.

Adresse de l'établissement qui exécute le marché : 5 place des Frères Montgolfier – 78280 Guyancourt ;

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 26 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Achat de 5 transporteurs 4x4 thermique diesel pour le zoo de Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de 5 transporteurs de type 4x4, à moteur thermique diesel, pour les besoins du zoo de Lunaret ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0059) a été lancée, en date du 21 juin 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, et soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (50%), la valeur technique (35%), le coût d'utilisation (10%), et la durée de la garantie (5%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise CEVENNES MOTOCULTURE, 66 rue de Colombiers RN 113, 34670 BAILLARGUES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-345

- D'attribuer le marché « Achat de 5 transporteurs 4x4 thermique diesel pour le zoo de Lunaret » à l'entreprise CEVENNES MOTOCULTURE, pour un montant de 71.500 euros HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, Chapitres n° 903 et 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21 SEP, 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 7B0072
Construction de l'école primaire Port Marianne
Rive Gauche
Mission de contrôle technique
Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° VD/2017/290 du 14 novembre 2017 autorisant la signature du marché n° 7B0072 « Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche - Mission de contrôle technique».
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché 7B0072 ;

Considérant :

- Qu'un marché n° 7B0072 « Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche Mission de contrôle technique » a été lancé ;
- Que par décision n° VD/2017/290 du 14 novembre 2017, le marché a été attribué à la société SOCOTEC - 1140, avenue Albert Einstein – 34000 Montpellier ;
- Que ce marché a été conclu, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 51 mois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations ;
- Que la Société SOCOTEC, dans le cadre de la réorganisation juridique de ses activités consistant à la filiation de ses divisions opérationnelles, a apporté l'activité « Construction » par voie d'apport partiel d'actif au profit de la Société SOCOTEC CONSTRUCTION, avec effet au 1^{er} juin 2018 ;

Décision n° VD2018-349

- Qu'un avenant n° 1 au marché n° 7B0072 est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de SOCOTEC à SOCOTEC CONSTRUCTION ;
- Que SOCOTEC CONSTRUCTION s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 7B0072 ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 1^{er} juin 2018, de ce marché de SOCOTEC à SOCOTEC CONSTRUCTION.

Adresse de l'établissement qui exécute le marché : 5 place des Frères Montgolfier – 78280 Guyancourt.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 03 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché 6D0007
Achat de Mobilier Scolaire
Avenant n°1 des lots 1 et 2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN.
- Vu la décision 2016/366, en date du 18 novembre 2016, attribuant le marché n° 6D0007 « Achat de mobilier scolaire » comprenant 4 lots, pour une durée maximale de deux années.

Considérant :

- Qu'un prolongement du marché de 6 mois est nécessaire pour le lot n° 1 mobilier scolaire pour les classes maternelles et le lot n° 2 mobilier scolaire pour les classes élémentaires, afin d'assurer des commandes entre le marché actuel et le futur marché dans un contexte où nous devons être en capacité de répondre aux besoins liés à l'augmentation des effectifs dans les écoles de la ville, ainsi qu'aux dédoublements des classes de CP et CE1 se trouvant en REP et REP+. Le nouveau délai d'exécution du contrat est donc fixé au 08/06/2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 pour les lots 1 et 2 du marché n° 6D0007 « Achat de mobilier scolaire » avec la société DELAGRAVE afin de prolonger leur durée de 6 mois :

- Lot n° 1 mobilier scolaire pour les classes de maternelles pour un montant estimatif annuel de 200 000€ HT ;
- Lot n° 2, mobilier scolaire pour les classes élémentaires pour un montant estimatif annuel de 200 000€ HT ;

Décision n° VD2018-351

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les avenants n°1 des lots 1 et 2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 11 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

CONTENTIEUX

Ville c/ Mr ABDELKADER AMEUR

Appel contre le jugement du jugement du 05
juillet 2018

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur Abdelkader AMEUR a interjeté appel (n°18MAO4102) du jugement du 05 juillet 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-358

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK
(SCCV NOUVEAU ST ROCH)
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0124

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 13/03/18, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCCV NOUVEAU SAINT ROCH, visant à procéder à la construction de logements avec commerces, 25, 35, 45, 85 rue François Coulet, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35 place Caroline Aigle et 120 rue Catalan ;
- Que M. KOCIAK a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 14/08/18 sous le n°1804020-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.


Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-359

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/
ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE
DES CARMELITES
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 17V0108 M01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 26/06/18, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à THERESIANUM CARMELITES SCCV, visant à modifier une entrée de service et ajouter 4 arbres, 06 rue des Carmélites ;
- Que l'ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE DES CARMELITES a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/08/18 sous le n°1803926-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

Décision n° VD2018-360

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ BONNIER
Thomas et Stéphanie
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté n°
DP 34172 17 00919

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 05/12/2017, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par M. LOMBARDO et Mme BRISSAUD LE POIZAT, visant à procéder à la réalisation d'une extension, 12 rue de l'Aiglon ;
- Que M. et Mme BONNIER Thomas et Stéphanie ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 02/02/18 sous le n°1800490-1;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-361

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI LES
MARQUIS
Recours contre le titre n°00300-2018-264-1484 du
12/04/18

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que suite au dépôt du permis de construire n° PC 34172 10V0141 M2, une taxe de participation pour équipement public en secteur d'aménagement d'ensemble d'un montant total de 284 860 €, a été mise à la charge de la SCI LES MARQUIS ;
- Que la perception de cette taxe s'est concrétisée par l'émission de deux titres d'un montant égal de 142 430 € en date des 26/11/13 et 12/04/2018 ;
- Que la SCI LES MARQUIS a déposé une requête en annulation du titre de recette du 12/04/2018, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 06/07/18, sous le n°1803280 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

Décision n° VD2018-362

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 SEP. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SAS OCEANIS
PROMOTION
Recours pour excès de pouvoir contre la
délibération du 01 février 2018 approuvant la
création d'un village d'hébergement temporaire,
rue de Bionne, parcelle PM11

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par une délibération du 1er février 2018, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création d'un village d'hébergement temporaire, rue de Bionne, parcelle PM11 ;
- Que la SAS OCEANIS PROMOTION a déposé une requête en annulation de la délibération auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 11/07/2018 sous le n°1803361-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

Décision n° VD2018-363

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ VERNHET
Hélène
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 18V0011

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 24/04/18, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à M. MARQUERE Joanny, visant à aménager un local existant en bar à vin, 5 rue de la Croix d'Or ;
- Que Mme VERNHET Hélène a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 20/06/2016 sous le n°1802985-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-364

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

24 SEP. 2018

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SCI SCALEO
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
refus n° PC 34172 15V0267 M01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23/01/2018, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de la SCI SCALEO, visant à procéder à des modifications diverses sur son projet situé 107 rue Joe Dassin ;
- Que la SCI SCALEO a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/06/2018 sous le n°1802671-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-365

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n°7B0085 Prestations de façonnage de
document divers
Avenant pour transfert de raison sociale
(Acquisition de la société FM Graphic par la
SARL FM Graphic)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision N°VD/2017/362 attribuant le marché n° 7B0085 « Prestations de façonnage de documents divers » à l'entreprise FM Graphic, pour un montant de 85 000 euros HT et pour une durée de 3 ans à partir de sa notification.

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'Achat des Prestations de façonnage de documents divers répondant aux besoins de l'imprimerie Municipale de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprise spécialisées (n°7B0085) a été lancée, en date du 26 octobre 2017, conformément à l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 et aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016/360 du 25 mars 2016, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, la société FM Graphic a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que par décision n°2017/362, en date du 15 décembre 2017, notifiée le 19 décembre 2017, Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier a attribué ce marché n°7B0085 à la Société FM Graphic pour une

Décision n° VD2018-366

durée de trois ans à compter de sa notification et pour un montant maximum de commandes de 85 000 € HT ;

- Que par Arrêté de la Cour d'Appel de Montpellier du 31 août 2018, la cession des actifs de la société FM GRAPHIC au profit de la société SARL FM GRAPHIC a pris effet le 1^{er} septembre 2018 ;
- Qu'à compter du 1^{er} septembre 2018, le nouveau titulaire s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droit et obligations résultant du contrat initial ;
- Qu'il convient donc d'établir un avenant, comme la procédure l'indique dans l'article 139.4°, autorisant le transfert actuel de ce marché vers le nouveau titulaire, la société SARL FM Graphic, sous réserves que les conditions de ce marché soient identiques et que le nouvel adjudicataire n'y apporte aucune modification.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant de transfert de raison sociale du marché « Prestations de façonnage de documents divers » à l'entreprise SARL FM Graphic d'un montant maximum de commandes de 85 000 euros HT ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ ANDINAÏK
Marie
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 18V0002

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 16/04/2018, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI PATIO QUATTRO CAMINI, visant à procéder à la construction de 13 logements, 212 avenue Villeneuve d'Angoulême ;
- Que Mme ANDINAÏK Marie a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27/08/2018 sous le n° 1804159-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-367

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 03 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation de salles
Palais Universitaire Sportif Veyrassi**

**Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier
Saison sportive 2018 - 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- Que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de gymnastique et de judo après 18h, avec une remise de 50% ;
- Que la Ville pourra bénéficier des mêmes conditions financières pour la réservation du parquet de la halle pour des manifestations de 5 jours pendant les week-ends (hors vacances scolaires) ;

Décide en conséquence :

- De passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, du 10 septembre 2018 au 28 juin 2019, pour la somme de 17 376.72 € T.T.C.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Décision n° VD2018-368

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933.

Montpellier, le 25 SEP. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 27 SEP. 2018
Notifiée le :



Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n° VD2018-369

Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Cession et Réforme de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels ;
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de vétusté de l'état de matériels informatiques et hifi du Service des Archives (Direction Culture et Patrimoine), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le service, serviront de base aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. La Table d'Architecte ainsi que les panneaux d'exposition (voir annexe) ne sont pas aux normes de sécurité, il convient donc de les mettre au rebut ;
- Qu'à la suite de vétusté de l'état de matériels informatiques du Service Atelier Technique (Direction Système d'Information), il convient de réformer ces matériels. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de la partie électronique de radios, batterie et micros déportés du Service Surveillance de la Voie Publique (Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique), il

Décision n° VD2018-369

convient de les réformer. Ce type de matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, il convient donc de les mettre au rebut ;

- Qu'à la suite de l'état de vétusté du matériel hifi et vidéo du Service Gestionnaire son et vidéo (Direction Protocole et Evénementiels), il convient de les réformer. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté d'une développeuse (voir photos en annexe) du Service Technique du Parc de LUNARET, il convient de la céder. Ce matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. (L'estimation du prix de départ est à 1 000 €) ;

Décide en conséquence :

- D'accepter les Réformes et Cessions des matériels précités ;
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels du Service Archives (DCP), du Service Zoo de Lunaret (DZL) par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- D'autoriser la mise au rebut du matériel du Service des Archives (DCP) et Service Surveillance de la Voie Publique (DSTP) ;
- D'autoriser le reconditionnement des matériels Informatiques réformés du Service Atelier Technique (DSI) et du Service Gestionnaire son et vidéo (DPE) par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 28 SEP. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SARL FOCH
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172
18 00651

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 12/07/2018, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de la SARL FOCH, visant à procéder à l'installation d'un abri de terrasse de restaurant, 2 impasse PERIER ;
- Que la SARL FOCH a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07/09/2018 sous le n°1804349-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

Décision n° VD2018-373

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 01 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 03 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Décision n° VD2018-374



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix les
25 septembre, 2 et 9 octobre 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Association du Vent dans les Voix a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 25 septembre, 2 et 9 octobre 2018 de 19h30 à 23h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 SEP. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché n°4B0196 Prestations de maintenance
d'une machine OFFSET RYOBİ 524 GX
AVENANT pour transfert de raison sociale
(Acquisition de la société ARTECH
GRAPHIQUE par la société ARGOS AG)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision N° 2014/0385 attribuant le marché n° 4B0196 « Prestations de maintenance d'une machine OFFSET RYOBİ 524 GX » à l'entreprise ARTECH GRAPHIQUE, pour un montant de 36 000 € HT pour une durée de 5 ans à partir de sa notification.

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'Achat de Prestations de maintenance d'une machine OFFSET RYOBİ 524 GX besoins de l'imprimerie Municipale de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprise spécialisées (n°4B0196) a été lancée, en date du 08 juin 2014, sur la base de l'article 35 – II – 8 du code des Marchés Publics, (marché qui ne peut être confié qu'à un seul opérateur économique pour des raisons techniques), la société ARTECH GRAPHIQUE a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Que par décision n°2014/0385, en date du 19 novembre 2014, notifiée le 22 novembre 2014, Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier a attribué ce marché n°4B0196 à la Société ARTECH GRAPHIQUE pour une durée de 5 ans à compter de sa notification et pour un montant maximum de commandes de 36 000 € HT ;

- Que par Arrêté de la Cour d'Appel de Montpellier du 31 juillet 2018, la cession des actifs de la société ARTECH GRAPHIQUE au profit de la société ARGOS AG a pris effet le 1^{er} août 2018 ;
- Qu'à compter du 1^{er} août 2018, le nouveau titulaire s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droit et obligations résultant du contrat initial ;
- Qu'il convient d'établir un avenant autorisant le transfert du contrat du titulaire actuel au nouveau titulaire, la société ARGOS AG, sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que le nouvel adjudicataire n'y apporte aucune modification

Décide en conséquence :

- D'autorise la signature de l'avenant de transfert de raison sociale au marché "4B0196 Maintenance d'une machine OFFSET RYOBI 524 GX" à l'entreprise ARGOS AG pour un montant maximum de commandes de 36 000.00 € H.T.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 oct. 2018
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA.


Publiée le : 17 oct. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20180101-59986-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 16/10/18 - Réception en Préfecture : 16/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n°8B0055 "Achat de Mobilier et
d'Equipement de Terrasse des Halles Laissac" -
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de prévoir l'aménagement et l'équipement des Halles Laissac avant sa mise en service, la Ville de Montpellier souhaite acquérir du mobilier et des équipements de terrasses (Mobilier intérieur, extérieur et équipement de terrasse) ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an à compter de la notification du marché ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Valeur technique : 60 points répartis comme suit :

- Qualité et esthétique des mobiliers proposés au regard des fiches techniques et visuels (40pts)
 - *Mise en valeur harmonieuse et cohérente des Halles (10 pts)*
 - *Qualité des matériaux proposés (20 pts)*
 - *Originalité des mobiliers proposés (10 pts)*
- Délai de livraison à compter de la commande (10 pts)
 - *Le délai de livraison ne pourra être supérieur à 30 jours calendaires*

Décision n° VD2018-377

- Durée de garantie (5pts)
 - *La durée de garantie devra être de minimum 1 ans*
- Conditions de garantie (5 pts)

Prix des produits : sur 40 points

- Qu'après analyse, l'entreprise Les Usines Réunies, 424 rue de Lisbonne, 83500 La Seyne sur Mer, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché Achat de Mobilier et d'Equipement de Terrasse des Halles Laissac à l'entreprise Les Usines Réunies, pour un montant maximum de 60 000 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 906 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 10 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Recours à l'Union des Groupements d'Achats
Publics pour des prestations et des logiciels
informatiques - Marché n° 8D0053**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'article 26 de l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin régulièrement de prestations informatiques pour l'accompagnement, la réalisation d'applications, d'outils d'aide à la décision ou de solutions de dématérialisation ainsi que de logiciels standards avec les prestations associées ;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, en fonction de la charge de travail de ses services, n'est pas toujours en mesure de répondre à ces besoins dans le délai souhaité ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;

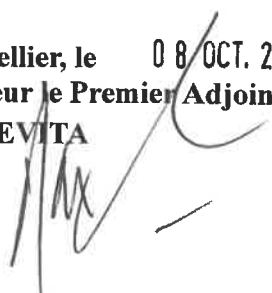
Décide en conséquence :

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques, l'acquisition de logiciels standards selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 300 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision ;

Décision n° VD2018-379

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété DUMAS
2743 route de Mende
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 22 juin 2009 instituant un périmètre d'étude sur le secteur Blanquette - Thomassy - Plan des Quatre Seigneurs ;
- Vu la décision du 6 juin 2017 concluant un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur des Quatre Seigneurs – Secteur Hortus ;

Décision n° VD2018-380

- Vu l'estimation des services fiscaux du 14 septembre 2018.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;

- que le 05 juillet 2018, Monsieur Daniel DUMAS a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un terrain nu supportant une mesure avec garage, situé 2743 route de Mende, cadastré section AN 5, au prix de 225.000 € plus 16.500 € de commission d'agence ;

- que le 04 septembre 2018, la propriété de Monsieur DUMAS a fait l'objet d'une visite par les services de la Ville conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;

- que le 05 septembre 2018, Maître DURAND notaire rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, a communiqué à la Ville les documents complémentaires demandés par la Ville conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;

- que la Ville de Montpellier a institué un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur Blanquette -Thomassy - Plan des Quatre Seigneurs, en vue d'envisager le futur développement de ce site ;

- que dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et afin d'accompagner l'arrivée du tramway, la Ville a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé entre la route de Mende, la rue de l'Hortus et la place Jean BAUMEL.

- que dans ce périmètre, la Ville a mandaté son aménageur, la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en vue de réaliser les études,

- que la propriété de Monsieur DUMAS est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville, dans le périmètre d'études Blanquette -Thomassy - Plan des Quatre Seigneurs et dans celui couvert par le mandat d'études confié à la SA3M ;

- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien, son acquisition permettant à terme de réaliser le projet de renouvellement urbain précité. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, de permettre le renouvellement urbain et de réaliser des équipements collectifs ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-380

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Daniel DUMAS, située 2743 route de Mende, et cadastrée section AN 5, au prix proposé par le vendeur dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 225.000 € plus 16.500 € de commission d'agence ;

- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27 chapitre 905 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 03 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 05 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contentieux

Madame Jennifer ROCHER
Contestation relative à son contrat de travail

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame Jennifer ROCHER conteste (requête n°1804526-3) la décision du 25 juillet 2018 relative au rejet de sa réclamation concernant son contrat de travail ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2018-381

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 01 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 03 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public n°8B0060: convention plan objet
2018, restauration de tableaux et mobiliers des
églises Sainte Eulalie et Saint Matthieu
Attribution des marchés
Autorisation de dépôt d'une demande de
subvention auprès de l'Etat, Ministère de la
Culture**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Marsala.

Considérant :

- Que la Ville a, par délibération n° 2016/495 du 15 décembre 2016, approuvé la signature de la convention Plan-Objet avec l'Etat, via la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (D.R.A.C.), afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à lots séparés ordinaire pour une durée de 6 mois à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : note méthodologique (60%), expérience professionnelle (20%), prix (20%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 ;

Décision n° VD2018-382

- Qu'après analyse, l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Reversible SAS, Marina Weissman, 2 bis rue Krüger 84 000 Avignon présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 4 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Toshiro Matsunaga, impasse Milano, île Piot 84 000 Avignon présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 5 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Toshiro Matsunaga, impasse Milano, île Piot 84 000 Avignon présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 6.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de Traitement de conservation de la console du chœur, église Sainte Eulalie (lot 1) à l'entreprise Malbrel Conservation, pour un montant de 1 535 euros HT ;

D'attribuer le marché de Traitement de conservation de la console de la chapelle des fonts baptismaux, église Sainte Eulalie (lot 2) à l'entreprise Malbrel Conservation, pour un montant de 6 625 euros HT ;

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau et de son cadre représentant Sainte Eulalie, église Sainte Eulalie (lot 3) à l'entreprise Malbrel Conservation, pour un montant de 5 763 euros HT ;

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau, *Sainte Catherine de Sienne recevant les stigmates* par Antoine Ranc, Eglise Saint Matthieu (lot 4) à l'entreprise Reversible SAS, Marina Weissman, pour un montant de 12 240.50 euros HT ;

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau, *Songe de Saint Joseph* par Antoine Ranc, église Saint Matthieu (lot 5) à l'entreprise Toshiro Matsunaga, pour un montant de 11 345 euros HT ;

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau, *Saint Hyacinthe* par Antoine Ranc, église Saint Matthieu (lot 6) à l'entreprise Toshiro Matsunaga, pour un montant de 12 095 euros HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 903 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;


Article 4 : D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, à hauteur de 40% du montant des travaux ;

Décision n° VD2018-382

Article 5 : De dire que le montant de la subvention obtenue sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, chapitre 903 et que le montant équivalent sera également inscrit en dépenses sur les lignes de crédit des Archives Municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération ;

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 11 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association Chœurs Universitaire
Montpellier Méditerranée le 6 octobre 2018

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Association Chœurs Universitaire Montpellier Méditerranée a fait une demande en vue d'utiliser la salle de répétition de la Maison des Chœurs le 6 octobre 2018 de 9h30 à 12h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **15 OCT. 2018**
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 16 OCT. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1804764-8
TA - Société LAQUET - Référé expertise"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête en référé expertise n°1804764-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 5 octobre 2018 par la société LAQUET ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1804764-8 par la société LAQUET, le 5 octobre 2018, tendant à la désignation d'un expert pour déterminer l'origine des désordres affectant le gazon synthétique du terrain n°4 du stade de la Mosson ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SELARL d'avocats LEGITIMA ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 OCT. 2018**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17 OCT. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association ECUME le 20 octobre de
14h à 19h et le 21 octobre de 10h à 18h30

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Association ECUME a fait une demande en vue d'utiliser la NEF de la Maison des Chœurs le 20 octobre 2018 de 14h00 à 19h00 et le 21 octobre 2018 de 10h à 18h30 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 16 OCT. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à l'association FIAMMI MUSICALI les 7
octobre 2018, 11 novembre, 15 et 16 décembre
2018, et 6 janvier, 10 février, 6 et 7 avril, 12 mai,
15 et 16 juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'Association FIAMMI MUSICALI a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 7 octobre, 11 novembre, 15 et 16 décembre 2018, 6 janvier, 10 février, 6 et 7 avril, 12 mai, 15 et 16 juin 2019 de 9h30 à 18h ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 330 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 16 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n18033926-
1TA - Association des riverains de la rue des
Carmelites"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué.

Considérant :

- La requête en excès de pouvoir n°1803926-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 7 août 2018 par l'Association des riverains de la rue des Carmélites ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1803926-1, le 7 août 2018, par l'Association des riverains de la rue des Carmélites contre l'arrêté de permis de construire modificatif n° PC 34172 17 V0108 M01 pris par le Maire de la Ville de Montpellier le 26 juin 2018 au bénéfice de la SCCV THERASIANUM CARMELITES ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2018-410

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 18 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.